

Horaires des prières
Fajr : 04h13 Dohr : 12h45
Asr : 16h32 Maghreb : 19h41 Isha : 21h10

Iftar : 19h42
Imsak : 04h04

MÉTÉO

Alger	: 27°	15°
Oran	: 34°	18°
Annaba	: 27°	13°
Béjaïa	: 27°	12°
Tamanrasset	: 35°	23°

www.dknews-dz.com

VISITE DE DJERAD À CONSTANTINE

Appel à davantage de vigilance pour endiguer la propagation de la pandémie du Covid-19

P. 24

"L'Etat s'engage à soutenir la recherche scientifique"

FÊTE DES TRAVAILLEURS

Belhimer remercie les journalistes et travailleurs du secteur

P. 24

INTERVENANT DEVANT DES MEDIAS NATIONAUX

Tebboune maintient le Bac, trace les priorités

A la faveur d'une rencontre avec les responsables de certains médias nationaux, le président de la République s'est adressé aux Algériens sur un ton rassuré, réconfortant pour rappeler les responsabilités de tous pour aider l'Algérie à sortir du cap difficile qu'elle traverse. Il a également développé une note d'espoir, de voir l'Algérie surpasser et la crise sanitaire et la contrainte économique, en comptant sur ses potentialités et ses enfants. Il a, à l'occasion annoncé le maintien de l'examen du Baccalauréat.

P.p 3-4-6-24
DKnews



EMPLOI - LICENCIEMENT

"Impératif respect des procédures juridiques et des conventions collectives"

P. 5

EAUX MINÉRALES ET DE SOURCE

Rezig : "une nécessaire révision des prix en vigueur"

P. 5

FÊTE DU 1^{ER} MAI

Labatcha : "assister l'entreprise à assurer les salaires des travailleurs, priorité de l'UGTA"

P. 5

SANTÉ

VOS YEUX

Connaissez-vous leurs 4 ennemis cachés ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 FRANÇAISE

Slimani et Delort dans la liste des 23 joueurs de la saison

P. 21



COMMERCE ÉLECTRONIQUE
Le patron d'Amazon doit s'expliquer devant le Congrès

P. 16

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Tamanrasset

P. 24

NOUVEAU STADE D'ORAN La pelouse hybride coûtera 170 millions de dinars



La pelouse hybride du nouveau stade de 40.000 places, en cours de réalisation à Oran, coûtera 170 millions DA, a-t-on appris jeudi du directeur de l'entreprise chargée des travaux Farid Bousaâd.

"Il s'agit d'une offre raisonnable, car une autre pelouse d'une même qualité en Europe revient à 1,4 million d'euros", a indiqué à l'APS le même responsable.

La pelouse hybride du nouveau stade de la capitale de l'Ouest du pays est dotée d'un système d'arrosage utilisé pour la première fois dans les enceintes de football en Afrique, a-t-il rappelé.

Il s'agit d'un système d'arrosage assisté par ordinateur dont le programmeur est accordé à la station de météo de l'aéroport international d'Oran par wifi, a-t-il souligné.

"Cette méthode permet un meilleur retour d'informations de la station centrale de météo et aide ainsi à une programmation automatique de l'arrosage de la pelouse de manière à la rendre plus efficace, en tenant compte des données météorologiques obtenues", a précisé M. Bousaâd, tout en se réjouissant du fait que cette technologie de haute facture soit enfin utilisée dans les stades algériens. Les travaux ayant trait à la réalisation de la pelouse du stade d'Oran, le plus grand ouvrage du complexe olympique en cours de réalisation dans la commune de Bir El Djir en prévision des Jeux méditerranéens de 2022, ont été entamés depuis près de deux mois.

Is devront prendre fin en juin prochain, a assuré la même source.

L'entreprise, également chargée de la pose de la piste d'athlétisme du même stade, une piste de dix couloirs, aura aussi pour mission de réaliser deux autres pelouses dans le même complexe, à savoir une pelouse hybride pour le terrain annexe contre 170 millions DA, et une pelouse en gazon naturel pour le stade d'athlétisme de 4.200 places pour un montant de 70 millions DA, a informé M. Bousaâd.

Le nouveau stade d'Oran a fait l'objet, il y a quelques semaines, d'une visite d'inspection de la part d'émissaires de la Confédération africaine de football en vue de l'homologuer, et ce, sur proposition de la Fédération algérienne de la discipline qui souhaite programmer des rencontres de la sélection nationale dans le cadre des éliminatoires du Mondial-2022 au Qatar.

Les stades du 5-juillet à Alger et Mustapha-Tchaker à Blida, en sont aussi concernés, rappelle-t-on.

SÉTIF - COVID-19 Fermeture à nouveau des marchés de "Dubai" et de "Belaâla"

Les marchés de "Dubai" et de "Belaala" dans la commune d'El Eulma (wilaya de Sétif) ont été à nouveau fermés mercredi, par mesure de précaution contre le Coronavirus, a indiqué le président de l'Assemblée populaire de la commune (P/APC) d'El Eulma, Tarek Hachani. Cet élu a indiqué à l'APS que "la nouvelle fermeture provisoire de ces deux marchés s'est faite sur décision du wali, Mohamed Belkateb et ce en réaction à l'évolution de la situation épidémiologique du coronavirus dans cette ville".

Hachani a révélé que cette décision a été grandement saluée par les commerçants du marché de "Dubai" qui ont, "dès le début de la crise sanitaire affichée leur volonté de mettre la santé publique au-dessus de toute considération". Par ailleurs, le P-APC d'El Eulma a déclaré que l'établissement public hospitalier "Seroub El Khiter" d'El Eulma traite actuellement 55 cas de coronavirus.

Une situation qui, dit-il, a motivé la décision de fermer provisoirement ces deux marchés pour préserver la santé des citoyens.

TIZI-OUZOU - COVID-19 Lancement dès cette semaine d'une opération "bavette pour tous" à Tizirt



Une opération "bavette pour tous" consistant à fournir un masque visière pour chaque personne, sera lancée au début de cette semaine à travers la région de Tizirt, au Nord de Tizi-Ouzou, dans le cadre de la prévention de la pandémie de coronavirus, a-t-on appris vendredi de la cellule locale de solidarité Covid-19.

Cette opération d'envergure, entre autres décisions prises lors d'une réunion jeudi du collectif d'associations constituant cette cellule, vise à accompagner la population locale suite aux nouvelles mesures prises au niveau central" à l'occasion de ce mois de ramadhan, a indiqué à l'APS le docteur Chaba Walid, l'un des responsables de cette cellule.

"Nous essayons de nous adapter en permanence et de modeler notre action sur le terrain en fonction de l'évolution de la situation et des décisions prises au niveau centrale, en l'occurrence, celles portant réouverture de certains petits commerces" a-t-il expliqué.

Outre cette opération d'envergure qui sera menée en collaboration avec l'ensemble des acteurs et partenaires de ladite cellule, d'autres actions ayant pour objectif de "redynamiser l'esprit de vigilance" des populations et à les accompagner dans leurs vie quotidienne dans ce contexte de pandémie, ont été, également, prises lors de cette réunion.

Il s'agit, notamment, énumère le Dr Chaba " de l'établissement d'un listing de tous les points noirs au niveau des 03 communes de la région (Tizirt, Mizrana et Iflissen) et de reprendre les campagnes de sensibilisation sur la nécessité de se conformer aux mesures barrières, notamment, la distanciation sociale dans les lieux publics ainsi que les recommandations d'hygiène".

Cette batterie d'actions a été adoptée, a-t-il précisé, "en réponse à l'évolution de la situation sur le terrain au niveau de la région (la plus touchée au niveau de la wilaya, NDLR), marquée ces derniers temps par une certaine accalmie dans la cadence des contaminations afin d'éviter un quelconque relâchement de vigilance".

DROGUE/LUTTE Plus de 9 kilogrammes de cannabis traité saisis à Naâma (DGSN)

Les forces de police de la Sûreté de daïra de Meghrar (Naâma), ont arrêté trois présumés auteurs impliqués dans une affaire liée au trafic de drogue en possession de plus de neuf (9) kilogrammes de cannabis traité, indique vendredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN).

"Dans le cadre de la lutte contre le trafic illicite de drogue, les forces de police de la Sûreté de daïra de Meghrar à Naâma, ont interpellé (03) présumés auteurs impliqués dans une affaire liée au trafic de drogue et ont récupéré neuf (9) kilogrammes et 770 grammes de cannabis traité", précise la même source.



INDUSTRIE - SIDÉRURGIE Oran : Tosalys certifié API pour produire des pipes de transport des hydrocarbures



Le complexe sidérurgique Tosyali, basé à Be-thioua (Est d'Oran) vient d'obtenir une certification internationale lui permettant de produire des pipes de transport des hydrocarbures, a-t-on appris vendredi du directeur du commerce extérieur et des investissements de cette entreprise de droit algérien.

Cette certification attribuée par l'organisme "American Petroleum Institute" (API) permettra au complexe de produire une gamme variée de pipes destinés au transport des hydrocarbures et de leurs dérivés, a indiqué à l'APS Azzi Ramzi.

Par ailleurs, le complexe ambitionne d'assurer au marché national des produits de grande qualité nécessaires à la réalisation des multiples projets dont ceux de l'habitat, des infrastructures de base, des travaux publics et autres.

Tosalys pourra également multiplier ses opérations d'exportation vers les pays étrangers, a-t-on précisé.

Entré en exploitation en 2013, le complexe sidérurgique de Tosyali, dont l'investisseur est un opérateur turc spécialisé dans la production sidérurgique, est composé de trois phases, dont la production totale a atteint en 2019, quelque 3 millions de tonnes de produits d'acier et dérivés, rappelle-t-on.

GABON - SANTÉ - VIRUS Une maman positive au covid-19 donne naissance à des triplés



Une maman positive au coronavirus a donné naissance, au Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL), à des triplés (deux garçons et une fille), a annoncé, vendredi, le porte-parole du Comité de lutte contre le covid-19, Guy Patrick Obiang Ndong.

"Le premier accouchement d'une femme enceinte contaminée par le Covid-19 a été réalisé ce jour par les équipes médicales du Centre hospitalier universitaire de Libreville (CHUL)", a déclaré Guy Patrick Obiang lors d'un point de presse sur l'état d'évolution de coronavirus dans le pays.

"Il s'agit d'un accouchement de triplés. La maman et les trois nouveaux-nés se portent bien", a-t-il affirmé.

Au total, le Gabon dénombre, à ce jour, 308 cas déclarés positifs au coronavirus dont 78 personnes sont déclarées guéries et 4 décédées.

Le premier cas confirmé de coronavirus dans le pays a été détecté, le 12 mars dernier, chez un Gabonais âgé de 27 ans ayant séjourné à Bordeaux en France.

TEBBOUNE DEVANT LES MÉDIAS Le Président insiste sur l'impératif d'accélérer le changement politique

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a mis en avant, vendredi soir, l'impératif de passer à la vitesse supérieure dans le changement politique en vue de parvenir à des institutions fortes et nouvelles de l'Etat algérien".

Lors de son entrevue avec les responsables de médias nationaux, le Président Tebboune a passé en revue les importants axes auxquels il faut s'attaquer au vu de la crise sanitaire que traverse le pays à l'instar des autres pays du monde afin de "remédier à la situation et ne pas laisser de place au vide".

A ce propos, le Président de la République a annoncé avoir donné des instructions pour entamer l'impression de la mouture de la révision de la Constitution et l'envoyer aux acteurs politiques, la société civile et aux médias pour débat et enrichissement, et ce, dès la semaine prochaine.

Cette démarche, a-t-il expliqué vise à "éviter la perte de temps même en cas de prolongement du confinement imposé actuellement du fait de la propagation du Covid-19".

M. Tebboune a fait état, dans ce sens, "d'avancement" dans le processus de révision du Code électoral, précisant qu'"une commission spéciale veille à son élaboration pour que l'Algérie ait d'ici la fin de l'année d'autres institutions solides".

Un processus que le président s'est engagé à mener à son terme.

Misant pour l'avenir sur la société civile qu'il a appelé à "prendre les choses en main" il s'est engagé à lui "redonner son mot à dire dans la gestion".

Il a rappelé qu'il s'agit là d'un engagement qu'il a pris depuis son élection à la tête du pays, le 12 décembre 2019, ajoutant qu'il encouragera "la création d'un plus grand nombre d'associations civiles d'intérêt général tout en bénéficiant de subventions".

Dans le cadre de la garantie de la liberté d'expression, le Président Tebboune a assuré que la liberté d'expression était garantie en Algérie mais dans les limites du respect de la loi et loin de tout alarmisme,



misme, affirmant qu'il s'appuie dans son rapport à la presse nationale sur "le dialogue continu et l'effort de persuasion".

M. Tebboune a relevé que depuis son accession à la présidence de la République, le siège de la Présidence est ouvert à tous les médias publics ou privés.

Néanmoins, a-t-il tenu à préciser "il existe des choses inadmissibles tant pour nous que pour les journalistes qui dénoncent, eux aussi, cette confusion entre la notion de liberté et l'anarchie".

Evoquant la situation sanitaire dans le pays, le président de la République a affirmé que "notre mission et notre engagement sont avant tout la protection du peuple".

"Si certains pays préfèrent l'économie à la vie du citoyen, nous faisons nous, contrairement à eux, prévaloir la vie du citoyen sur l'économie, car la vie de l'Algérien est au-dessus de toutes les considérations", a assuré le président de la République.

Par ailleurs, M. Tebboune n'a pas écarté une fermeture éventuelle des commerces autorisés à reprendre l'activité au début du Ramadan, s'il s'avère qu'ils sont à l'origine d'une hausse dans la propagation de la pandémie du Covid-19.

Concernant les personnes impactées par les mesures de confinement, M. Tebboune a rassuré que l'Etat prendra en charge les industriels, les com-

merçants et les artisans ayant enregistré des pertes en raison de la pandémie du covid-19 ainsi que toute personne ayant perdu sa source de revenu du fait de cette pandémie.

Au volet social, le Président de la République s'est engagé à prendre en charge toutes les préoccupations sociales après la crise sanitaire, et ce "loin de la politique d'achat de consciences".

Il s'est engagé, en outre, à résoudre les problèmes de toutes les catégories, à l'instar du personnel du secteur de l'éducation, et ce selon un programme déterminé, préconisant des tripartites, à l'avenir, pour examiner tous les dossiers.

Mettant en garde contre "toute velléité d'infiltration sur injonction d'outre mer concernant certaines revendications", M. Tebboune a affirmé que "la loi est au-dessus de tous".

Sur un autre chapitre, le Président de la République a affirmé que l'examen du baccalauréat pour l'année scolaire en cours "sera maintenu et il n'y aura pas d'année blanche", ajoutant que les mesures à prendre à cet effet restent tributaires de l'évolution de la situation sanitaire.

Par ailleurs, M. Tebboune a assuré que les projets de logement ne seront pas arrêtés en dépit des difficultés financières auxquelles fait face le pays, suite à la chute des cours du pétrole.

Affirmant que la crise pétrolière que traversent

l'Algérie et le reste des pays producteurs de pétrole est "une crise très conjoncturelle et non structurelle", le Président de la République a rassuré que l'Etat ne recourra ni à l'endettement extérieur ni à la planche à billets pour ses besoins financiers face à la chute des prix du pétrole, mais plutôt à "l'emprunt auprès des citoyens".

Par ailleurs, le président Tebboune a affirmé que la loi de finances complémentaire 2020 prévoit un allègement de certains impôts et la suppression d'autres avec un durcissement du contrôle sur le commerce extérieur.

Il a annoncé, en outre, la préparation du lancement de l'exploitation des ressources naturelles et minérales inexploitées à ce jour.

Le Président Tebboune a estimé que la cadence de consommation des réserves de change du pays sera moins rapide que les années précédentes grâce à "l'éradication" du phénomène de la surfacturation et de surévaluation des projets en Algérie.

Abordant le dossier libyen, M. Tebboune a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à poursuivre son appui au peuple libyen, déplorant, par la même, "les graves dérives" en cours dans ce pays, notamment en ce mois sacré.

"Nous sommes en faveur de la légitimité populaire en Libye et nous souhaitons que la solution soit libyo-libyenne", a-t-il soutenu.

La liberté d'expression est garantie en Algérie mais dans les limites du respect de la loi et loin de tout alarmisme (Tebboune)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a assuré vendredi que la liberté d'expression était garantie en Algérie mais dans les limites du respect de la loi et loin de tout alarmisme, affirmant qu'il s'appuie dans son rapport avec la presse nationale sur "le dialogue continu et la conviction".

Dans une entrevue avec des représentants de médias nationaux, le président Tebboune a expliqué que "la liberté d'expression existe et est garantie en Algérie", relevant que depuis son accession à la présidence de la République, le siège de la Présidence est ouvert à tous les médias publics ou privés.

Dans son rapport avec la presse, le président dit adopter "le dialogue continu et tenter de convaincre et non réprimer", précisant qu'il existe "des choses inadmissibles aussi bien pour nous que pour les journalistes qui dénoncent, eux aussi, cette confusion entre le concept de la liberté et l'anarchie".

"Tandis que certains journalistes commettent des erreurs par manque de formation ou d'expérience et œuvrent à les rectifier, d'autres en commettent délibérément en s'appuyant sur des parties étrangères", a-t-il soutenu.

Evoquant le "buzz" provoqué récemment en raison de la prétendue atteinte à la liberté d'expression de 3 ou 4 journalistes activant dans des médias financés par l'étranger, M. Tebboune a déclaré qu'"il ne dévierait pas du principe de la souveraineté nationale et de la Déclaration du 1er Novembre quelles qu'en soient les circonstances".

Le Président Tebboune a exprimé, sur ce point, son étonnement quant aux pratiques de certains qui recourent au financement étranger pour "saboter les entreprises nationales, et mettre ensuite ce qui leur arrive dans la case de l'atteinte à la liberté d'expression".

Evoquant d'autres pays dits démocratiques, le président de la République a avancé "ces pays n'acceptent pas ce genre de choses, pourquoi je devrais les accepter moi sous prétexte que ces journalistes jouissent d'une protection étrangère. Ils n'ont qu'à aller voir ces parties pour les protéger".

"La souveraineté avant toute chose. Elle ne fera jamais l'objet de marchandage ou d'achat des consciences", a lancé M. Tebboune. Se disant étonné d'un journaliste "ayant été interrogé au sujet d'une forte déclaration sur l'Etat algérien et qui se dirige juste après vers les ambassades d'autres pays afin de rendre compte", le Président Tebboune a estimé que cela était "identique au travail d'un espion".

Citant, dans ce sens, l'organisation "Reporters sans frontières", M. Tebboune a déclaré son secrétaire général se prétendant démocrate alors que son organisation "ne bouge le doigt que lorsqu'il s'agit de nous", évoquant l'histoire coloniale de ses ancêtres. "Il a fini par devenir président d'une municipalité représentant d'un parti extrémiste", a-t-il poursuivi. Se félicitant, par ailleurs, des compétences journalistiques dont recèle l'Algérie, le président de la République a rappelé que la gestion du secteur de la communication avait été confiée à M. Amar Belhimer, "un des grands journalistes du pays". Il a réitéré, par là même, son engagement à soutenir la liberté d'expression "sans laquelle on ne saurait avancer davantage", soulignant sa détermination à "lutter avec acharnement contre l'insulte, l'injure, la diffamation et le faible niveau qui a parfois provoqué des problèmes diplomatiques à travers les programmes télévisés".

Le Président Tebboune n'a pas manqué de passer en revue les différentes facilitations dont jouissent près de 126 quotidiens dont la majorité "font la publication et l'impression aux frais de l'Etat, outre la publicité dont ils jouissent, alors qu'ils ne payent aucun droit d'abonnement à l'Algérie presse service (APS), ni impôts et malgré cela, nous ne les avons pas fermés", a-t-il dit. "La démocratie ne saurait être bâtie sans un Etat fort qui recoure à la loi, seule moyen pour trancher et c'est là notre ambition", a-t-il conclu.

APS

Président Tebboune : «L'Algérie aura de fortes et de nouvelles institutions de l'Etat à la fin de l'année»

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'Algérie aura, à la fin de l'année, de "fortes et de nouvelles" institutions de l'Etat, indiquant qu'il entamera, en début de semaine prochaine, la distribution de la mouture de la révision de la Constitution pour débat et enrichissement.

Lors d'une entrevue avec des directeurs et des responsables de certains médias nationaux diffusée vendredi, le Président Tebboune a mis en avant l'impératif d'opérer un

changement politique, soutenant, dans ce cadre: "je crois que nous devons rattraper le temps en ce qui concerne le changement politique pour ne pas laisser de place au vide".

Le Président de la République a annoncé, à cet égard, avoir donné des instructions pour entamer l'impression de la mouture de la révision de la Constitution et l'envoyer aux acteurs politiques, la société civile et aux médias pour débat et enrichissement et ce à partir de la semaine prochaine. Il s'agit, selon le

Président, d'une démarche pour "éviter toute perte de temps même en cas de prolongement du confinement imposé actuellement du fait de la propagation du Covid-19".

A ce propos, M. Tebboune a relevé l'avancement des travaux dans le processus de révision du Code électoral dont une commission spéciale veille à son élaboration, pour que l'Algérie voit au final ses institutions plus solides d'ici la fin de l'année".

Un processus que le président s'est engagé à mener à terme.

Le Président Tebboune s'engage à prendre en charge toutes les préoccupations sociales loin de la politique d'achat de consciences

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune s'est engagé à prendre en charge toutes les préoccupations sociales après la crise sanitaire, et ce "loin de la politique d'achat de consciences". En réponse à une question sur les facteurs d'apaisement social après la crise du Coronavirus, lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux diffusée vendredi par la Télévision et la Radio nationales, le Président Tebboune a dit être contre l'achat de consciences. "Néanmoins, je suis favorable à la prise en charge des préoccupations sociales", a-t-il indiqué, s'engageant à résoudre les problèmes de toutes les catégories, à l'instar du personnel du secteur de l'éducation, et ce selon un programme déterminé", citant la nécessité de tenir à l'avenir des tripartites pour examiner tous les dossiers. Le Président Tebboune a mis en garde contre "toute tentative d'infiltration venue d'outre mer concernant certaines revendications", soulignant que "la loi est au-dessus de tous". Evoquant la politique de subvention, le Président de la République a annoncé sa "restructuration" pour que le soutien aille à ceux qui le méritent. Il a également réitéré "la préservation du caractère social de l'Etat étant partie intégrante des principes de la Déclaration du 1er novembre", s'engageant à la poursuite et à l'amélioration de "la prise en charge des catégories vulnérables".

A ce propos, M. Tebboune a promis le parachèvement des projets de logement qui "ne s'arrêteront pas, en ce sens que leur finalité dépasse la simple construction de logements ou le relogement des citoyens mais consacrer plutôt le refus par l'Etat de toute discrimination entre les citoyens", ajoutant que les projets de logement s'inscrivent dans le cadre du "développement humain". L'Etat poursuivra la construction de logements auxquels "nous avons consacré des assiettes foncières", a-t-il rassuré, affirmant que le ministère de l'Habitat va relancer tous ces projets. "Le coût de réalisation de ces projets n'est pas aussi important que le pensent certains".

"Les projets de logement ne s'arrêteront pas en dépit de la crise économique"

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé que les projets de logement ne vont pas s'arrêter en dépit des difficultés financières auxquelles fait face le pays, suite à la chute des cours du pétrole. Lors d'une entrevue, jeudi, avec des représentants de médias

nationaux, diffusée vendredi sur la Télévision et la Radio nationales, le Président Tebboune a précisé que "les projets de logement ne s'arrêteront pas", soulignant son "engagement dans ce sens". Assurant que "la question du logement est l'un des éléments les plus importants du pro-

gramme du développement humain en Algérie", le président de la République a affirmé que les projets seront relancés "sans aucun problème", avec la mobilisation des assiettes foncières nécessaires. "Ces projets seront encore moins coûteux que l'on ne le pensait", a-t-il poursuivi.

"Nos capacités nationales motivent notre optimisme quant à une sortie de la crise économique"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a assuré que l'Algérie disposait de capacités matérielles et humaines lui permettant de dépasser la crise économique et de réaliser des taux de croissance élevés dans deux ans.

Lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, diffusée vendredi soir sur la Télévision et la Radio publiques, M. Tebboune a indiqué que "l'économie nationale qui est restée, pendant plus de trente ans, prisonnière des hydrocarbures avait maintenu de grandes capacités qui nous laissent optimistes".

Evoquant ces capacités, le Président de la République a mis en avant, en particulier, l'Agriculture qui génère plus de 25 mds USD, soit l'équivalent des recettes pétrolières. Ce secteur est capable de générer une forte valeur ajoutée s'il arrive à intégrer l'industrie manufacturière, a estimé le président Tebboune rappelant sa décision portant soutien aux investisseurs souhaitant réaliser des projets basés sur des matières premières locales par des prêts bancaires allant jusqu'à 90% de la valeur du projet.

L'Agric ulture saharienne capable de satisfaire les besoins nationaux en sucre et huile

Estimant que l'Agriculture saharienne peut contribuer à la ré-

duction de la facture des importations, M. Tebboune a fait savoir que le ministère de l'Agriculture s'employait actuellement à l'élargissement de la culture céréalière aux régions du sud afin de réduire les importations de 20 à 30%. "Nous y parviendrons effectivement à la fin de cette année", a-t-il assuré. Il a mis en avant, en outre, les capacités disponibles pour les cultures utilisées dans la production d'huile et de sucre dans ces régions de manière à répondre à tous les besoins nationaux.

Par ailleurs, le Président de la République a affirmé que l'Algérie regorgeait d'importantes ressources inexploitées, notamment des minéraux rares, rappelant, à cet égard, qu'elle occupe la 3e ou 4 place au monde en termes de réserves d'or, de diamant, d'uranium, de cuivre et bien d'autres. Evoquant des projets pour le lancement de l'exploitation de ces ressources naturelles, M. Tebboune a fait état "d'instructions données au ministère de l'Industrie pour établir un inventaire précis de ces richesses, élaborer un cahier des charges et mettre en place des banques d'affaires". Pour le président Tebboune l'exploitation de ces minéraux inexploités est une nécessité en ce sens que la consommation locale d'énergie augmente à une cadence telle que les richesses pétrolières seront, dans quelques années, insuffi-

santes pour répondre aux besoins nationaux.

Raccordement de l'université à son environnement économique

La véritable richesse de l'Algérie demeure néanmoins, selon M. Tebboune, sa jeunesse innovante qui a fait ses preuves durant cette crise sanitaire. "En quelques semaines, ces jeunes ont réussi à fabriquer des équipements médicaux, à l'instar de respirateurs artificiels et de kits de dépistage, dont la production sera lancée dans une dizaine de jours dans la wilaya de Bouira", a-t-il souligné. Estimant que la situation de crise attise la créativité, le président de la République a déclaré: "Il y a un génie algérien et je le dis sans aucune démagogie", ajoutant que "le monde entier profite de ce génie alors que nous ne l'exploitons pas chez nous".

Il a mis en avant, dans ce sens, le rôle de l'Université dans le soutien de l'économie de la connaissance et l'importance de passerelles entre elle et le marché, ajoutant "avoir instruit le ministre de l'Enseignement supérieur de permettre aux universités de créer des bureaux d'études offrant des prestations aux opérateurs économiques en contrepartie d'une rémunération matérielle.

Evoquant les raisons de l'optimisme quant à une sortie de la crise actuelle, le Président Tebboune

TEBBOUNE DEVANT LES MÉDIAS "Nous refermerons les commerces en cas de hausse des cas du Covid-19"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a fait état de la fermeture éventuelle des commerces autorisés à reprendre l'activité au début du Ramadan, s'ils s'avèrent qu'il sont à l'origine d'une hausse dans la propagation de la pandémie du Covid-19.

Lors d'une entrevue de presse avec des responsables de médias nationaux, diffusée vendredi à la Télévision et à la Radio publiques, M. Tebboune a précisé que "le Gouvernement a répondu favorablement aux demandes de l'Union générale des commerçants et des artisans algériens (UGCAA) dans une tentative de rattraper le retard de la vie économique.

"Cependant, si cela mettra en péril la vie des citoyens nous n'hésiterons pas à fermer à nouveau les commerces et reviendrons à plus de rigueur dans l'application du confinement, sachant que nous sommes arrivés presque à la fin de la pandémie", a-t-il assuré.

Le Gouvernement avait décidé, début Ramadan l'extension de la

liste des commerces pouvant ouvrir tels que l'habillement et les gâteaux traditionnels néanmoins certains locaux ont enregistré une grande affluence sans respect des mesures sanitaires, une situation que le Président Tebboune a estimé "incompréhensible".

"Nous avons tenté d'établir un équilibre entre le confinement et ce qui peut être protégé de l'économie nationale.

Nous avons relancé certaines activités jugées nécessaires par le Gouvernement mais le problème n'est pas tant l'allègement ou la réouverture de certains magasins que le comportement des citoyens", a estimé M. Tebboune.

Le Président de la République a relevé, dans ce sens, un "lien organique" entre les autori-



sations octroyées pour ces activités commerciales et la hausse du nombre de cas de covid-19 enregistrés durant les derniers jours, promettant de "palier à la situation".

La fermeture des magasins rouverts au début du mois de Ramadhan est devenue "une revendication populaire" après la hausse de nombre de cas de covid-219 enregistrés récemment, a-t-il fait savoir.

"C'est impossible d'imaginer le nombre important des appels

protestant contre la réouverture de certains magasins. Notre mission et notre engagement est de protéger le peuple".

La vie du citoyen algérien est plus importante pour nous que toute autre chose", a-t-il soutenu.

Nous essayerons de faire preuve de sagesse dans nos décisions.

Nous n'essayons nullement d'imiter un autre pays.

Nos décisions sont basées uniquement sur ce que disent nos scientifiques", a-t-il poursuivi.

bonne a avancé la stabilité des réserves de change du pays, affirmant que la cadence de leur consommation est beaucoup moins rapide que par le passé eu égard à l'élimination du phénomène de la surfacturation lors de l'importation. Ceci représente une économie près de 30%, a-t-il assuré. M. Tebboune a évoqué, en outre, d'autres mesures pour limiter les importations, prévues dans la loi de finances complémentaire (LFC) de 2020.

Pour ce qui est du contenu de cette loi, le Président de la République a indiqué qu'elle comportera des dispositions visant à resserrer le contrôle sur les opérations d'importation pour éviter la surfacturation, outre l'interdiction de l'importation de tout produit fabriqué localement et la lutte contre le phénomène d'enrichissement via l'exportation de produits subventionnés par l'Etat. La LFC prévoit également des mesures d'allègement de la pression fiscale et la rationalisation des dépenses publiques. Pour ce qui est des projets de logement, le Président de la République a réitéré son engagement à poursuivre les projets de logements au regard de leur importance dans le développement humain dans le pays. "Les projets de logement ne s'arrêteront pas car les objectifs de cette politique dépassent. Affirmant que l'Algérie était sur le point d'enclencher des changements économiques, le président

Tebboune a fait savoir que "le ministre de l'Industrie allait dévoiler de nouveaux cahiers de charges pour les industries mécaniques et manufacturières".

A ce propos, il a fait état de la création par le gouvernement de groupes de réflexion qui travaillent sur plusieurs axes, notamment la restructuration de l'économie, le soutien de la production nationale et l'encouragement des finances islamiques qui peuvent drainer des fonds importants.

Le Président de la République s'est de nouveau engagé à prendre en charge les industriels et les commerçants ayant enregistré des pertes en raison des mesures de confinement, précisant que "le Gouvernement s'attèle à l'examen d'une politique d'aide bien ficelée, notamment à travers l'allègement des impôts.

Parallèlement, les artisans, les professions libérales et les journaliers affectés par la pandémie seront également pris en charge, a-t-il promis. Le Président Tebboune a réitéré son engagement d'améliorer considérablement le climat des affaires en Algérie d'ici la fin l'année. "La situation actuelle est certes difficile, mais pas catastrophique (...). Si nous accompagnons des hommes d'affaires honnêtes, vous verrez les niveaux des taux de croissance dans deux ans", a-t-il soutenu.

ENVIRONNEMENT

Nécessité de relancer le rôle de l'IGE pour prévenir les accidents de pollution

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Nassira Benharrats a insisté jeudi à Alger sur la nécessité de relancer le rôle de l'Inspection générale de l'environnement (IGE) et des Inspections régionales de prévention contre les accidents de pollution.

A une question orale du député de l'Alliance Nahda-Adala-Bina, Salah Zouiten, lors d'une séance plénière de l'APN, présidée par Slimane Chenine, président de l'APN, Mme Benharrats a souligné que l'IGE comptait parmi ses missions l'application de la législation et de la réglementation en vigueur dans le domaine de l'environnement, notamment en matière de coordination entre les services en charge de la gestion des questions environnementales.

La ministre a ajouté que l'IGE prend également les mesures de contrôle et d'inspection et propose les dispositions légales ou matérielles.

Elle est habilitée à effectuer des visites d'évaluation, d'inspection et de contrôle, voire de mener des enquêtes en cas d'accident de pollution, et ce de par la révision périodique des dispositifs d'alerte et de prévention des acci dents de pollution.

Dans ce sens, la ministre a rappelé qu'un arrêté ministériel a été promulgué le 7 octobre 2019 portant organisation et définition des missions des inspections régionales de l'environnement, outre le recrutement de cadres spécialisés pour

renforcer les compétences et relancer le rôle de ces inspections. Elle a affirmé, dans ce sens, que son secteur "élabore un décret déterminant les systèmes de protection des zones humides conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi N 11-02 du 17 février 2011 relative aux domaines protégés dans le cadre du développement durable, après le règlement de tous les problèmes environnementaux auxquels est confrontée la zone humide Guerbes-Sanhadja (Wilaya de Skikda), notamment le pompage irrégulier des eaux pour l'irrigation des zones agricoles avoisinantes. A ce propos, la ministre a mis l'accent sur l'importance des zones humides et leur rôle dans l'atténuation des effets du changement climatique, relevant leurs spécificités permettant le stockage d'eau, la réalimentation de la nappe phréatique, la protection des tempêtes, la réduction du risque d'inondation, la stabilité du littoral, la lutte contre l'érosion du sol et le stockage du carbone, ajoutant que ces zones constituent une source de biodiversité et un vecteur économique et scientifique qui re-



quiert préservation et prise en charge. La ministre a rappelé que la zone humide de Guerbes-Sanhadja a bénéficié, en 2017, dans le cadre du projet de coopération entre la Direction générale des forêts (DGF) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), de plusieurs avantages dans le domaine de l'environnement, tels "la création d'un centre d'éducation environnementale, la réalisation d'activités de sensibilisation, ainsi que l'élaboration d'un plan de gestion de la zone humide". Dans ce cadre, poursuit la ministre, il a également été procédé dans la zone, à la signature d'un nouveau projet, le 30 janvier 2019, entre le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, représenté en la DGF et le programme des Nations-

unies pour le développement (PNUD), intitulé « Mise en œuvre préliminaire du Plan de Gestion intégrée du complexe de zones humides ». Ce projet consiste en "la fixation du cordon dunaire sur une superficie de 75 hectares des zones humides, ce système devant permettre de conserver l'eau", a-t-elle rappelé avant d'ajouter que cette fixation sera généralisée, par la suite, sur l'ensemble du cordon dunaire de la zone humide. La ministre a également indiqué, dans ce contexte, que ce projet a permis l'émergence de groupes professionnels féminins activant dans l'exploitation durable du figuier de barbarie, par la création de coopératives et la mise en place d'un département de l'écotourisme pour la découverte des sites naturels de la wilaya de Skikda. Ce projet a également permis d'élaborer un programme exhaustif de sensibilisation destiné à toutes les franges de la population en partenariat avec le Ministère de l'Éducation Nationale et les différents secteurs concernés, afin de sensibiliser quant à la nécessité de préserver ce site, a encore rappelé la ministre.

EMPLOI

Impératif respect des procédures juridiques et des conventions collectives en cas de licenciement de l'employé (ministre)

Le ministre du Travail, de l'emploi et de la sécurité sociale, Chawki Acheuk Youcef, a mis en avant jeudi à Alger la nécessité de respecter les procédures juridiques et les conventions collectives en cas de licenciement d'employés et ce, conformément à la loi relative au règlement des conflits individuels de travail.

Lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), consacrée aux questions orales destinées à nombre de ministres, M. Acheuk Youcef a affirmé que "le licenciement d'un employé activant dans le secteur économique s'effectue dans le cadre de la législation du travail en vigueur qui lui assure ses droits, conformément aux articles relatifs aux relations du travail". Les procédures de licenciement

d'ordre disciplinaire, explique-t-il, "accorde au travailleur le droit au recours en cas de licenciement, dans le respect des procédures juridiques et des conventions collectives conformément à la loi de règlement des conflits de travail de 1990".

En cas d'échec de règlement à l'amiable, précise le ministre, "le travailleur peut saisir la justice qui tranchera à ce sujet, particulièrement si le licenciement est abusif".

Dans ce cas, le tribunal saisi se prononce pour la réintégration du travailleur dans l'entreprise avec maintien des avantages acquis".

En cas de refus par l'une des parties de la décision du tribunal, "une compensation pécuniaire qui ne peut être inférieure à

six (6) mois de salaire de l'employé concerné, lui sera versé, sans préjudice des dommages et intérêts éventuels, a-t-il soutenu.

Par ailleurs, le ministre a rappelé que l'inspection de travail "suit de près et constamment les préoccupations des travailleurs notamment ceux qui font parfois l'objet d'un licenciement".

Concernant la réhabilitation de la maison de l'enseignant à Tizi Ouzou relevant des mutuelles sociales, qui se trouve à l'abandon, le ministre a fait savoir que cette affaire ne relevait pas des prérogatives de son département ministériel, indiquant, dans ce sens, que son secteur s'intéresse aux mutuelles sociales soumises au contrôle du ministre chargé de la sécurité sociale.

TRAVAIL

Assister l'entreprise à assurer les salaires des travailleurs, priorité de l'UGTA (Labatcha)

Discuter des voies et moyens d'assister l'Entreprise à assurer les salaires des travailleurs en ce temps de crise sanitaire que vivent l'Algérie et le monde entier à cause de la pandémie du coronavirus (Covid-19) représente actuellement la priorité de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), a affirmé son secrétaire général, Salim Labatcha.

"Notre priorité actuelle, en tant que centrale syndicale, c'est la concertation avec les pouvoirs publics et le patronat pour voir comment assister l'Entreprise à assurer et à honorer les salaires des travailleurs pendant la période de confinement imposé par la pandémie du nouveau coronavirus", a indiqué

M. Labatcha à l'APS à la veille de la célébration du 1er Mai, Journée internationale des travailleurs.

"Nous savions déjà que la pandémie du Covid-19 allait avoir des répercussions sur le monde du travail et sur la situation économique nationale.

La situation sanitaire a obligé plusieurs secteurs comme ceux du bâtiment, des travaux publics et des transports, à arrêter complètement leurs activités.

D'autres secteurs ont redonné leurs activités", a-t-il fait remarquer.

Face à cette situation qui affecte l'aspect économique et social de l'Entreprise, "la priorité est de sauver les salaires

des travailleurs et de pérenniser les emplois" tant que la pandémie sévit encore dans le pays, a souligné M. Labatcha, relevant que "la seconde priorité sera la relance de l'Entreprise après le Covid-19".

A ce propos, le premier responsable de la centrale syndicale a expliqué qu'un "dialogue décentralisé" sur la relance de l'Entreprise et la réadaptation de son activité après la pandémie, était programmé.

Ce dialogue "consistera, en premier lieu, en des rencontres entre les sections syndicales de chaque entreprise avec les employeurs pour étudier la situation et tracer une politique adaptée à sa relance et au maintien de sa viabilité", a-t-il indi-

qué. Concernant les mesures sanitaires préventives décidées par les pouvoirs publics contre la propagation du Covid-19 en Algérie, M. Labatcha a estimé que "ce sont des mesures louables qui ont apporté leurs fruits et que l'UGTA ne peut que saluer". Pour les festivités prévues pour célébrer, comme chaque année, le 1er Mai, le secrétaire général de l'UGTA a indiqué que "la situation sanitaire actuelle est exceptionnelle et exige le strict respect des mesures prises contre la propagation de la pandémie.

Donc pour cette année, il n'y aura pas de célébration solennelle de la Journée des travailleurs à travers les wilayas comme à l'accoutumée".

EAUX MINÉRALES ET DE SOURCE
Une nécessaire révision des prix en vigueur

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a fait état jeudi à Alger de l'intention de son secteur de coordonner avec le ministère des Ressources en eau pour l'examen de la question des prix des eaux minérales et eaux de source afin de séparer entre les deux selon leur valeur nutritionnelle, ce qui contribuera à la préservation du pouvoir d'achat.

En réponse à une question orale posée par le député Beldia Khomri (Union pour Nahda-Adala-Bina) lors d'une plénière à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par M. Slimane Chenine, sur l'absence d'une différence de prix entre les eaux de source et celles minérales, M. Rezig a promis une coordination avec le ministère des Ressources en eau pour que les deux soient différenciées dans les jours à venir.

Le ministre a précisé concernant l'importance de l'étiquetage de ces eaux pour préserver la santé du citoyen, que son département s'attait actuellement pour l'étiquetage de tous les produits alimentaires.

Dans ce sens, il a fait état de la mise en place d'un groupe de travail, constitué de représentants de plusieurs ministères, afin de préparer des textes et des lois sur l'obligation d'étiquetage de tous les produits, dont les boissons et les eaux.

Evoquant les conditions inconvenables de la commercialisation des eaux minérales et de source, le ministre a affirmé avoir instruit fermement les services du commerce des wilayas afin de saisir tout camion ne respectant pas les conditions de transport des produits alimentaires, soulignant que les textes réglementaires et juridiques font obligation aux commerçants de respecter les conditions d'exposition et de vente des produits alimentaires, y compris les bouteilles d'eau et des boissons gazeuses.

Par ailleurs, et à une autre question du même député sur la fermeture de l'unique usine de production d'eau minérale à Illizi, M. Rezig a indiqué qu'il prendra attache avec les autorités locales pour connaître les raisons de cette mesure.

Appels à l'éradication des marchés parallèles de fruits et légumes à Ain Defla

A une question orale posée par le député Mohamed Mokrane (Front El Moustakbal) sur la non exploitation totale du marché de gros de la commune de Bourached (Ain Defla), M. Rezig a précisé que le ministère du Commerce n'était pas l'instance responsable directe de l'entreprise en charge de la gestion de cette structure commerciale indépendante qui est une société par actions (SPA), a-t-il dit. Il a rappelé, à ce propos, la création d'une entreprise publique économique (EPE) "MAGROS", entrée en service en 2012, qui est chargée de la réalisation et de la gestion des marchés de gros à caractère national et régional.

Cette dernière s'est vue confier la réalisation de 8 marchés de gros, dont 3 ont été réceptionnés à Sétif, Djelfa et Ain Defla.

Relevant la faible capacité d'exploitation de ce marché (40%), le ministre a rappelé l'existence de 3 marchés de gros parallèles dans la wilaya d'Ain Defla, dont le marché d'El Attaf et de Khemis Miliana, d'où l'impact sur le marché de gros Bourached.

Pour M. Rezig, "La relance du marché de gros de Bourached nécessite une décision courageuse de fermeture des marchés parallèles adjacents". Il a fait savoir, dans ce sens, que son département a créé une commission spéciale chargée du suivi du dossier du marché de Bourached en coordination avec les autorités locales, et ce, dans le but de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir un nouveau départ de ce marché important et contribuer à l'approvisionnement régulier de la région et la création de nouveaux postes d'emploi.

FINANCES - FISCALITÉ

Raouya: "poursuite de la rationalisation des dépenses et des facilitations pour le recouvrement fiscal"



La rationalisation des dépenses et les facilitations pour le recouvrement fiscal se poursuivent afin de faire face à la crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus, a indiqué mercredi à Alger le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya.

Lors d'un point de presse en marge d'une visite de prospection de plusieurs administrations fiscales de la capitale, M. Raouya a fait savoir que la gestion de la baisse des recettes, notamment celles liées aux hydrocarbures, induit une poursuite des efforts de rationalisation des dépenses tout en travaillant à hisser le taux de recouvrement fiscal grâce aux facilitations mises en œuvre par l'Etat ainsi que la numérisation.

"La situation n'est pas confortable, il ne faut pas se mentir. Mais nous gérons la situation de façon précise notamment à travers la rationalisation des dépenses, qui se poursuit", a affirmé le ministre notant qu'un travail "au jour le jour" est en cours pour gérer la réduction des recettes de l'Etat.

"C'est une situation à laquelle aucun pays dans le monde ne s'attendait, mais nous avons les moyens d'y faire face", a-t-il assuré. Par ailleurs, lors de sa visite, M. Raouya a appelé le personnel de l'administration fiscale à poursuivre son travail de contrôle fiscal tout en assurant l'ensemble des dispositions de facilitation prévues par la loi et par les décisions du gouvernement.

A noter que lors de sa visite, le ministre s'est rendu au niveau de la direction fiscale des grandes entreprises (DGE) ainsi qu'au niveau des centres des impôts de Bab Ezzouar, de Rouiba et de Kouba.

Concernant les contribuables des entreprises, le premier responsable des Finances a rappelé avoir tenu, la veille une réunion avec les syndicats et les chefs d'entreprises pour évoquer les mesures prises par le gouvernement en faveur de la prolongation des délais des paiements de l'impôt.

Il a également fait savoir que "si les conditions actuelles restent telles quelles, le ministère prendrait de nouvelles mesures" dans le cadre des facilitations accordées aux contribuables. D'autre part, interrogé quant à la capacité de l'Etat à soutenir les familles nécessiteuses, notamment dans le contexte actuel, M. Raouya a assuré que "la santé du citoyen et des familles nécessiteuses est l'une des priorités du gouvernement". "Il faut qu'on apporte tout ce qui est notre possible au niveau financier pour soutenir ces familles. Si nous devons laisser de côté des projets nous le ferons mais nous ne laisserons pas le citoyen algérien", a-t-il affirmé. Concernant l'allocation de solidarité de 10.000 da accordée aux familles nécessiteuses, le ministre des Finances a relevé une surcharge sur les administrations concernées par cette opération tout en soulignant son optimisme quant à la remise de cette allocation en application des décisions du président de la République.

TEBBOUNE DEVANT LES MÉDIAS: "L'Algérie ne recourra ni à l'endettement extérieur ni à la planche à billets"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, vendredi, que l'Etat ne recourra ni à l'endettement extérieur ni à la planche à billets pour ses besoins financiers face à la chute des prix du pétrole, mais plutôt à "l'emprunt auprès des citoyens".

"Nous n'irons ni au Fonds monétaire international (FMI) ni à la Banque mondiale (BM) car l'endettement porte atteinte à la souveraineté nationale, une expérience que nous avons vécue au début des années 1990", a déclaré M.

Tebboune lors de son entrevue périodique avec des responsables de médias nationaux.

A une question sur un éventuel retour à la planche à billets, le Président de la République a rétorqué que la question est de savoir "qui va payer cette dette au final," expliquant qu'une telle démarche "entraînera une hausse du taux d'inflation alors que le revenu restera stable". "Nous préférons emprunter aux Algériens en leur donnant toutes les garanties nécessaires", a-t-il sou-



tenu.

Il a relevé, dans ce sens que le secteur privé non structuré représente "quelque 6.000 milliards de DA à 10.000 milliards de DA de fonds à injecter et je préfère emprunter auprès des Algériens au lieu d'aller vers le FMI ou d'autres banques étrangères", a-t-il ajouté.

Affirmant qu'il s'agit là

d'une question de souveraineté nationale, le président Tebboune a expliqué que "lorsqu'on emprunte auprès de banques étrangères, on ne peut parler ni de la Palestine ni du Sahara Occidental".

Il a assuré, par ailleurs, que des garanties et des facilitations seront accordées aux propriétaires de fonds pour contribuer à l'économie nationale, ajoutant que "si quelqu'un demande l'ouverture d'une banque islamique sans intérêts, la porte est ouverte et la Banque centrale est prête à accorder l'agrément". Pour le Président Tebboune, l'endettement extérieur demeure "une possibilité" pour "les projets économiques à haute rentabilité, comme la construction d'un port commercial".

LFC 2020: "Réduction et suppression de certains impôts"

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé que la loi de finances complémentaire de l'exercice 2020 comporterait un allègement de certains impôts et la suppression d'autres avec un durcissement du contrôle sur le commerce extérieur.

A une question sur une éventuelle augmentation des impôts à la lumière des difficultés financières que vit le pays actuellement, le Président Tebboune a indiqué, lors d'une entrevue accordée à des responsables de médias nationaux, diffusée vendredi soir sur la télévision et la radio nationales, que la LFC 2020 ne prévoyait pas d'augmentation des impôts mais une réduction".

Cette loi répond, a-t-il soutenu, à "une nouvelle vision économique" qui fera du

budget un outil de développement notamment à travers des incitations, et non "un simple objet de crédit et de dépenses". Selon le président de la République, la LFC 2020 permettra d'accroître les recettes fiscales à travers l'élargissement de l'assiette fiscale et l'allègement d'une partie des impôts.

Il est question de l'allègement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et de la suppression de certains impôts".

Aussi, la LFC 2020 comprendra des dispositions visant à resserrer le contrôle sur les opérations d'importation pour éviter la surfacturation.

"Tout produit pouvant être fabriqué localement sera interdit à l'importation", a précisé le Président Tebboune, soulignant qu'uniquement l'importation des

intrants utilisés par les opérateurs dans la production de produits à des taux d'intégration locale élevés sera autorisée". "On oeuvrera également à lutter contre le phénomène de monopole par les exportateurs des matières dont l'Etat subventionne les matières premières sur les produits de ces opérations d'exportation en plafonnant leur part à 50%, soit uniquement la valeur ajoutée de leurs activités", a ajouté M. Tebboune. Dans le même contexte, le Président de la République a rappelé les mesures prises pour faire face à l'effondrement des recettes pétrolières du pays, notamment la réduction des dépenses de fonctionnement de 30%, un taux "susceptible d'être augmenté si nécessaire", ainsi que le report de projets de structures publiques.

"Les réserves de change seront consommées lentement grâce à l'élimination de la surfacturation"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé que la cadence de consommation des réserves de change du pays sera moins rapide que les années précédentes grâce à "l'élimination" du phénomène de la surfacturation et du surcoût des projets en Algérie.

Lors d'une entrevue de presse avec des responsables de certains médias nationaux diffusée vendredi sur la télévision et la radio publiques, le Président Tebboune a déclaré en réponse à une question sur les raisons de l'optimisme qu'il affiche sur la possibilité de sortir de la situation économique que traverse le pays en raison du Covid-19 et la chute des prix du pétrole, que les raisons de cet optimisme sont la stabilité des réserves de change

en Algérie. "Nous avons éliminé le phénomène de la surfacturation et avons réussi, partant, à préserver près de 30 % de nos réserves de change", a soutenu le Président de la République. Parmi les facteurs ayant permis de contrôler les réserves de change, le Président Tebboune a relevé "la maîtrise des importations, en ce sens que nous n'importons que ce dont le pays a véritablement besoin".

Pour le Président Tebboune, la valeur des produits alimentaires nécessaires dont a besoin le pays s'élève à près de 9 milliards de dollars par an, ajoutant que beaucoup de produits importés auparavant seront fabriqués localement et par conséquent, interdits d'importation.

ALGÉRIE/FINANCES/BANQUES/LIQUIDITÉS

De nouvelles mesures pour renforcer la liquidité bancaire (BA)

Le Comité des Opérations de Politique Monétaire (COPM) de la Banque d'Algérie (BA) a décidé de nouvelles mesures visant à renforcer la liquidité bancaire, selon un communiqué de la Banque.

Ces mesures ont été prises lors d'une réunion ordinaire, tenue mercredi sous la présidence de M.

Aïme Benabderrahmane, Gouverneur de la Banque d'Algérie et consacrée à la revue des principales évolutions de la situation économique, monétaire et financière nationale et internationale, ainsi que de ses perspectives à court et moyen terme notamment, celles ayant trait à l'évolution de l'inflation, de la liquidité bancaire, du crédit et de la croissance économique.

Ainsi, et à la lumière de ces évolutions et de leurs perspectives à moyen terme, le Comité des Opérations de Politique Monétaire, le COPM a décidé d'abaisser, de 25

points de base (0,25%), le taux directeur applicable aux opérations principales de refinancement, pour le fixer à 3% au lieu de 3,25%, indique le communiqué.

Il a également décidé de réduire le taux de réserve obligatoire de 8% à 6%, selon la même source qui assure "qu'un montant supplémentaire important de liquidité sera libérée suite à cette baisse".

Le seuil de refinancement, par la Banque d'Algérie, des titres publics négociables a été en outre relevé de 90% à 95% pour les échéances résiduelles inférieures à 1 an, de 80% à 90% pour les échéances résiduelles de 1 an à inférieures à 5 ans et de 70% à 85% pour les échéances résiduelles égales ou supérieures à 5 ans.

D'autre part, le Comité a décidé l'augmentation des seuils de refinancement des titres publics négociables que la Banque d'Algérie accepte comme collatéral éligible aux opéra-

tions de politique monétaire, permettra aux banques d'augmenter leur capacité de refinancement auprès de la Banque d'Algérie.

Les décisions prises lors de cette réunion "viennent conforter celles déjà décidées lors de la réunion du 10 mars 2020 et ce, pour permettre de libérer, pour le système bancaire, des marges additionnelles de liquidités et mettre ainsi à la disposition des banques et établissements financiers des moyens supplémentaires d'appui au financement de l'économie nationale à des coûts raisonnables", observe la BA.

Il s'agit de "mesures supplémentaires de nature à soutenir l'activité économique", a-t-il ajouté. La Banque centrale a invité les banques et les établissements financiers à une pleine adhésion à ces décisions, en prenant toutes les initiatives et en déployant toutes les mesures à l'effet de mettre à la disposition des petites et moyennes entreprises,

des startups et des investisseurs en général, une offre de crédit à un coût raisonnable".

Cela permettra à l'économie nationale "d'évoluer vers des perspectives nouvelles en s'engageant fermement dans un processus de modernisation de l'outil de production, seule alternative pour substituer les importations par une production nationale aux standards internationaux reconnus", soutient la Banque. "D'autres mesures seront prises en fonction de l'évolution de la situation économique du pays et par regard aux évaluations qui seront opérées par les services de la Banque d'Algérie, des mesures prises par les banques et les établissements financiers pour mettre en application les mesures décidées par la Banque d'Algérie, notamment celles destinées à accompagner les entreprises impactées par les effets du Covid 19", a avancé la BA.

PRIX DU PÉTROLE

Les cours repartent à la hausse avec l'entrée en vigueur de l'accord Opep+

Les prix du pétrole retrouvaient vendredi l'orientation à la hausse de la séance asiatique avec l'entrée en vigueur d'un accord mondial de baisse de la production d'or noir censé redonner un peu d'équilibre au marché.

En début d'après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, valait 27,05 dollars à Londres, en hausse de 2,23% par rapport à la clôture de jeudi.

A New York, le baril américain de WTI pour juin repassait au-dessus des 20 dollars le baril, à 20,15 dollars, soit une hausse de 6,95%.

Il s'était envolé de 25% jeudi, au lendemain d'un bond de plus de 20%, en conclusion d'un mois chaotique qui a vu le contrat pour livraison en mai s'aventurer en terrain négatif.

"Le pétrole semble profiter de l'entrée en vigueur des coupes des membres de l'Opep+", a estimé Han Tan, analyste.

Même si ces dernières sont "loin de compenser la chute de la demande, une reprise de l'économie mondiale entraînant une augmentation de la demande en pétrole apportée de l'opti-



misme sur le marché", a-t-il ajouté. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses principaux partenaires, réunis au sein de l'Opep+, se sont accordés le 12 avril sur une réduction de leur production de 9,7 millions de barils par jour (mbj) sur deux mois, une mesure exceptionnelle qui entre en vigueur ce vendredi 1er mai.

La réduction sera ensuite progressivement assouplie: elle sera de 7,7 mbj de juillet à décembre puis de 5,8 mbj de janvier

prochain à avril 2022.

Hors de l'accord, les Etats-Unis ont vu leur production diminuer pour la quatrième semaine de suite, selon les derniers chiffres publiés mercredi par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA).

La Norvège, plus gros producteur d'hydrocarbures d'Europe de l'Ouest, a annoncé mercredi une réduction de sa production de pétrole jusqu'à la fin de l'année afin de contribuer elle-aussi à une stabilisation

des prix.

Malgré ces efforts de retrait de millions de barils quotidiens "en trop" sur le marché, M. Tan n'est pas le seul analyste à les trouver insuffisants face à une demande plombée par la pandémie de Covid-19.

L'angoisse des investisseurs porte également sur une des conséquences du surplus: la saturation des capacités de stockage à court terme.

Le marché scrute par conséquent les différents plans nationaux de "déconfinement", à même de permettre un redémarrage de l'activité économique et des transports, et donc de la demande en pétrole, mais aussi les signaux d'une "deuxième vague" de Covid-19 qui pourraient de nouveau précipiter les cours vers le bas.

"Les prix restent cependant extrêmement bas et les deux prochaines semaines verront probablement le retour d'une extrême volatilité", a rappelé Craig Erlam, également, analyste.

AUTRICHE - ALLEMAGNE

Austrian Airlines demande une aide publique de 767 M EUR

La compagnie autrichienne Austrian Airlines (AUA), filiale de l'Allemand Lufthansa, demande une aide publique de 767 millions d'euros afin de surmonter l'impact de l'épidémie de Covid-19, a indiqué mardi l'entreprise.

"Nous avons déposé ce soir une demande officielle d'aide d'Etat", a déclaré à l'agence de presse APA le porte-parole d'AUA, Peter Thier, mentionnant ce montant de 767 millions d'euros.

Une partie de la somme demandée est constituée de prêts remboursables, l'autre partie étant des subventions directes qui doivent encore être négociées, selon le porte-parole.

Ces aides entreraient dans le cadre du fonds de 15 milliards d'euros récemment créé par l'Etat autrichien pour venir en aide aux entreprises via une nouvelle agence de financement baptisée COFAG.

Au total, le gouvernement autrichien a prévu 38 milliards d'euros de mesures de soutien à l'économie pour affronter la crise économique liée à la pandémie.

Austrian Airlines, dont la quasi totalité des avions sont cloués au sol depuis le 18 mars et au moins jusqu'au 3 mai, avait annoncé la semaine dernière la réduction de 25% de sa flotte à l'horizon 2022, conséquence du choc encaissé par le transport aérien.

La compagnie autrichienne avait ajouté ne pas espérer avant 2023 un retour de la demande à un niveau comparable à celui précédant la crise.

L'aide demandée par AUA fait partie des discussions plus larges menées par sa maison-mère, Lufthansa, avec les pouvoirs publics pour éviter la faillite.

Le premier groupe européen de transport aérien pourrait recevoir des aides de l'Etat allemand, à hauteur de 9 à 10 milliards d'euros, selon l'agence de presse allemande DPA, qui cite des sources gouvernementales.

Lufthansa est également en discussion avec les gouvernements de Belgique et de Suisse, autres pays où le transporteur est implanté.

Le gouvernement autrichien, dirigé par les conservateurs et les écologistes, souhaite assortir son aide d'une contrepartie environnementale.

Celle-ci pourrait notamment comprendre une réduction des court-courriers et un investissement dans les carburants verts.

Selon le quotidien autrichien Kurier, les discussions de Vienne avec Lufthansa porteraient également sur une prise de participation de l'Etat autrichien dans le groupe allemand, qui n'y serait pas favorable.

Quelque 7.000 personnes sont actuellement salariées d'AUA, qui n'a pas détaillé l'impact sur l'emploi de la restructuration à venir.

ZONE EURO

La confiance économique s'effondre en avril à cause du coronavirus

La confiance économique s'est effondrée en avril dans la zone euro à un niveau jamais vu en raison de la pandémie du coronavirus, a indiqué mercredi la Commission européenne dans un communiqué.

L'indice de confiance ESI ("Economic Sentiment Indicator") a perdu 27,2 points par rapport à mars et s'affiche à 67,0 points pour l'ensemble des 19 pays de la zone euro, soit la plus forte chute depuis sa création en 1985.

Pour l'ensemble des 27 pays de l'UE, l'indice de confiance a chuté de 28,8 points en avril pour atteindre 65,8 points.

"Les indicateurs sont maintenant bien en deçà de leur niveau moyen à long terme de 100 et très proches des niveaux les plus bas enregistrés" en mars 2009, au plus fort de la dernière crise, souligne l'exécutif européen.

Parmi les pays de la zone euro, l'indice s'est effondré aux Pays-Bas (-32,6), en Espagne (-26,0), en Allemagne (-19,9) et en France (-16,3).

"Aucune donnée n'a pu être collectée en Italie en raison des mesures de confinement strictes", est-il précisé dans le communiqué.

AUTOMOBILE - INDUSTRIE - VIRUS

Des milliards de dollars de pertes supplémentaires pour Ford

Ford a averti mardi s'attendre à enregistrer une perte opérationnelle de 5 milliards de dollars au deuxième trimestre, en raison d'une chute prévue des volumes de ventes de voitures dans toutes les zones géographiques, pour cause de pandémie de coronavirus. Ce déficit s'ajoute à une perte d'exploitation de 632 millions de dollars au premier trimestre, selon un communiqué.

En tout, la marque à l'ovale bleu, qui n'a toujours pas dévoilé la date de réouverture de ses usines américaines fermées pour respecter les mesures de distanciation sociale et de confinement destinées à endiguer la propagation du Covid-19, devrait avoir perdu plus de 5,6 milliards en six mois.

Les résultats finaux "pourraient diverger des prévisions, du fait de risques, d'incertitudes et d'autres fac-

teurs", a néanmoins prévenu Ford, qui chiffre à 2 milliards de dollars le manque à gagner causé par la crise sanitaire sur les trois premiers mois de l'année. En effet, une fois les impôts et autres coûts appliqués, le groupe a affiché une perte nette trimestrielle de 2 milliards de dollars, conforme à ce qu'il avait annoncé mi-avril.

Le chiffre d'affaires a pour sa part chuté de 15% à 34,3 milliards.

Le constructeur automobile n'est en revanche pas parvenu à répondre à toutes les interrogations sur son avenir à court terme. Ford affirme avoir assez d'argent pour tenir jusqu'à la fin de l'année.

Sa trésorerie s'élevait à 35 milliards de dollars au 24 avril, dont plus de la moitié provient de lignes de crédit utilisées en urgence et d'une émission obligataire de 8 milliards. "La compa-

gnie a des liquidités suffisantes pour opérer jusqu'à la fin de l'année, même sans vendre de voitures ou de nouvelles mesures de financement", a insisté Tim Stone, le directeur financier. Seul le hic, le flou entoure toujours la date de reprise de la production aux Etats-Unis, zone qui représente pourtant 63,5% de ses ventes.

Ce silence suggère que Ford, qui espérait rouvrir ses usines américaines en avril, n'est toujours pas parvenu à un accord avec le puissant syndicat automobile UAW. Ce dernier avait fait savoir la semaine dernière que ce serait "trop tôt et trop risqué" de reprendre l'activité début mai.

Le groupe compte redémarrer la production en Europe le 4 mai, tandis que celle-ci a déjà recommencé en Chine, pays d'où a émergé la pandémie en décembre.

EQUATEUR - FMI

Le FMI accorde un prêt d'urgence de 643 millions USD à l'Equateur

Le Fonds monétaire international a approuvé le versement de 643 millions de dollars d'aide d'urgence à l'Equateur, frappé par l'épidémie de coronavirus mais également par la chute des prix du pétrole.

Le ministre des Finances et de l'Economie de cet état d'Amérique centrale a indiqué dans un communiqué que ce prêt avait été obtenu dans des "conditions favorables" avec un taux d'intérêt de 1,05%.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, l'Equateur a déclaré 24.000 cas de Covid-19, et le décès

de 900 personnes, ce qui a provoqué une urgence sanitaire particulièrement forte dans la capitale économique du pays, Guayaquil.

Le FMI prévoit une chute de 6,3% du PIB du pays pour 2020.

"Ce financement permettra d'apporter les liquidités nécessaires pour relancer la production et l'emploi", a ajouté le ministre dans le communiqué.

Cette aide d'urgence du FMI s'ajoute à un programme d'assistance économique de trois ans accordé par l'organisme international au gouverne-



ment de Lenin Moreno en 2019. Ce prêt de 4,2 milliards de dollars a impliqué une série de réductions et d'ajustements budgétaires

qui ont provoqué une vague de protestation en octobre 2019, quand le gouvernement a augmenté les prix du carburant.

PANDÉMIE - ENCADREMENT Laghouat: il retarde son départ à la retraite pour continuer la lutte contre le Covid-19



L'amour et le dévouement que nourrit Abdelkader Hadj Aïssa pour les actions caritatives et sa profession d'agent paramédical à l'établissement public hospitalier EPH-H'mida Benadjila de Laghouat, l'ont amené à retarder son départ à la retraite et continuer à servir en cette conjoncture exceptionnelle de propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19).

Engagé en 1988 dans le secteur de la santé à Laghouat, et bien qu'il ait atteint l'âge révolu de départ à la retraite, Abdelkader Hadj Aïssa, responsable depuis plus d'une décennie du service d'imagerie médicale à l'établissement précité, se trouve, après tant d'années et de services dans le secteur, dans l'incapacité de "quitter le navire" et partir à la retraite, en cette période de lutte contre le Coronavirus, laissant ses collègues affronter seuls les effets de la propagation du Covid-19.

"Le devoir national avant l'intérêt personnel", a confié Abdelkader Hadj Aïssa à l'APS, avant d'ajouter fièrement: "Je suis prêt à servir mon pays sans contrepartie, car l'Algérie m'a beaucoup donné, et que continuer à exercer en cette conjoncture est également une forme de reconnaissance envers mon pays".

"Il ne suffit pas de suivre la situation épidémiologique des contaminations et des guérisons du Coronavirus à travers la télévision", a-t-il estimé, soulignant que "contribuer effectivement, et à titre personnel, à la prise en charge et le traitement des malades est le meilleur geste à faire, m'amenant ainsi à surseoir au départ à la retraite en cette période pour répondre à l'appel de la patrie".

"Je serais tôt ou tard retraité, donc je tends à me rendre utile au maximum, en ce mois de Ramadhan, mois de piété et de ferveur et de doublement des bonnes actions, et d'être aux côtés des malades en cette période requérant l'implication de tout un chacun dans les actions de solidarité et d'entraide", a-t-il ajouté.

A ce titre, a-t-il dit, "ma façon de vivre et de travailler est énormément facilitée par le soutien et l'aide apportées par ma famille et mes collègues de travail".

Témoignant des qualités de Hadj Aïssa en milieu professionnel, le contrôleur général de l'EPH-H'mida Benadjila, Atallah Bensalah, a affirmé que Hadj Aïssa Abdelkader, cet infatigable, "a su par son dynamisme, son abnégation, son dévouement et sa persévérance, s'imposer parmi les plus jeunes et même les surclasser". De son côté, le responsable du syndicat des personnels du secteur de la santé, Djamel Kasmi, a indiqué, concernant le renoncement de cet employé à partir à la retraite en cette période, que le geste de ce travailleur et d'autres dans différentes régions du pays en cette conjoncture exceptionnelle, est "un exemple d'éthique professionnelle dans cette noble mission à suivre".

"L'ensemble des personnels du staff médical et paramédical s'est déclaré prêt à accomplir leur mission et servir leur pays en cette difficile période jusqu'au retour à la normale de la situation", a-t-il tenu à souligner.

CORONAVIRUS - CONFINEMENT - LEVÉE Tipasa : fin de confinement pour 291 ressortissants algériens rapatriés des Emirats arabes unis, aucun cas d'atteinte par le Covid-19

Au total, 291 ressortissants algériens rapatriés précédemment de l'aéroport international de Dubaï, aux Emirats arabes unis(EAU), et soumis au confinement sanitaire (14 jours) au niveau de deux établissements hôteliers de Tipasa, ont quitté, jeudi, les deux structures, sans l'enregistrement d'aucun cas confirmé d'atteinte par le Covid-19.

Cette levée de confinement s'est déroulée dans une ambiance détendue et joviale, en présence des employés de ces hôtels, qui avaient accompagné, ces algériens durant leur période de quarantaine, dont la zème semaine a coïncidé avec le début du mois sacré du Ramadhan.

Dans une déclaration à l'APS, en marge de cette opération, la représentante du ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail Familial, a souligné les "bonnes conditions de déroulement de ce confinement, en tant que mesure de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19)".

"Aucun cas confirmé d'atteinte par le Covid-19 n'a été enregistré parmi les personnes accueillies tant au niveau de complexe La Corne d'or de Tipasa (135), que l'hôtel Assalam de Bou Ismail (156), et ce sur un total de 996 ressortissants algériens rapatriés des EAU, et repartis sur des hôtels à Tipasa, Alger et Boumerdes", a-t-elle fait savoir.

Ajoutant que les "services du ministère du Tourisme demeurent mobilisés, en coordination avec tous les secteurs concernés, pour la prise en charge de tout algérien rapatrié de pays étrangers, dans le cadre des mesures de prévention, prises par l'Etat", a-t-elle soutenu.

De nombreuses personnes parmi



ces ressortissants ont été accueillies, à leur sortie, par des membres de leurs familles qui se sont chargés de leur transport, au moment où les services de la wilaya de Tipasa ont affecté 11 bus de transport public de voyageurs pour l'acheminement du reste des ressortissants vers 37 destinations, réparties entre l'extrême-Sud, l'Est et l'extrême Ouest du pays, a indiqué, pour sa part, le directeur du transport de la wilaya, Salhi Ayachi. "Toutes les mesures ont été prises pour assurer le transport de

ces personnes, en toute sécurité, jusqu'à chez elles.

Sachant que certaines, parmi elles, habitent des régions très éloignées, à l'instar de Tindouf, Tamanrasset (extrême-Sud), Aïn Témouchent et Tlemcen (extrême-Ouest)", a-t-il observé.

La wilaya de Tipasa compte 15 établissements hôteliers (privés et publics) totalement mobilisés pour l'accueil de ressortissants algériens en confinement, en cas de besoin, est-il signalé.

RAMADHAN À ADRAR Un mois de grande ferveur dans la région

Le mois de Ramadhan constitue une période de grande ferveur pour les adraris qui s'emploient à vivre cet événement religieux dans une ambiance de spiritualité particulière et de ressourcement, telle qu'héritée à travers les générations, en dépit de la domination de la société moderne par les nouvelles technologies.

Khalti Latifa, septuagénaire de la ville d'Adrar, a confié à l'APS qu'entre autres coutumes ressuscitées dans la gaieté, l'échange de vœux et de bonnes nouvelles, en plus de la récompense du message, enfant ou invité, porteur de la confirmation du début du mois sacré.

L'événement donne également lieu, outre les échanges de visites et veillées nocturnes, bien que très limitées cette année, en raison des mesures préventives contre le Covid-19, à l'organisation de cérémonies en l'honneur de l'enfant qui jeûne pour la première fois.

La famille organise, ainsi, un Ftour (repas de rupture de jeûne), en l'honneur de cet enfant, en le vêtant d'une nouvelle tenue en guise de reconnaissance à son endurance et sa capacité à supporter



la faim et la soif, et ce, en présence de ses amis.

Une ambiance similaire est organisée en l'honneur de la fillette jeûnante elle aussi pour la première fois et qui sera, en cette circonstance, l'invitée de sa grand-mère.

Celle-ci s'emploie à ne pas décevoir sa petite-fille, joliment parée et vêtue, et l'honorera devant ses invitées, voisines et amies, et lui organisera une cérémonie à l'occasion de son premier mois de jeûne, a expliqué Khalti Latifa.

Bien que très attachés aux traditions et coutumes ancestrales aux dimensions socio-religieuses, les Adraris se sont retrouvés cette année contraints de limiter les cérémonies et

regroupements, du fait de la propagation du nouveau Coronavirus et des exigences de respect des mesures de prévention.

S'agissant des préparatifs culinaires ancestraux, Khalti Aïcha, septuagénaire, issue de Ksar de Timi, a indiqué que le Ramadhan est pratiquement marqué par la préparation d'une panoplie de mets spécifiques à ce mois et marqués notamment par l'amélioration du plat principal et indétronable de "Zembo", une soupe locale à base de blé, dont aucune table ramadhane ne se passe, avant de passer au rituel service thé.

De son côté, Khalti Mebarka, du Ksar de

Bouda, a confié que les réunions conviviales, très restreintes cette année, font partie des rites sociaux que les familles locales tiennent à préserver et à agrémente de plats culinaires dont le "Sfouf", plat séculaire servi au moment du Shour (repas d'avant reprise du jeûne), un mets traditionnel accompagné de lait ou de lait caillé, pour certains, et suivi de tasses de thé pour d'autres. Ce plat est riche en ingrédients tels que les dattes broyées, mélangées à des plantes aromatiques susceptibles de revigorer le corps humain, dont le romarin, armoise, nigelle, ainsi que le lait asséchée (Klila), le tout imbibé de beurre pur dit "D'hane Arab", a expliqué El-Hadjja Mebarka. Pour elle, le Sfouf est conservé dans un récipient traditionnel "Teddara", produit de vannerie à base de brindilles et branches de palmier et servant à le préserver de l'humidité. En dépit de la richesse de la cuisine moderne, les anciens mets restent les maîtres de la table ramadhane dans les différentes régions de la wilaya d'Adrar, souligne-t-elle avec fierté.

AUSTRALIE

Les lois de la physique changeraient dans certaines zones de l'univers

Les lois de la physique changeraient dans certaines zones de l'univers selon des scientifiques de l'université de Nouvelle-Galles du Sud en Australie qui ont découvert des anomalies dans la constante de structure fine.

"La force électromagnétique mesurée dans une direction particulière de l'univers semble très légèrement différente de ce qui était admis auparavant", indiquent les résultats de l'étude réalisée par ces scientifiques publiée le 24 avril dans la revue Science Advances. La constante de structure fine est une mesure de l'électromagnétisme, l'une des quatre forces fondamentales de la Nature (les autres sont la gravité, la force nucléaire faible et la force nucléaire forte). La force électromagnétique maintient les électrons qui tournent autour du noyau de chaque atome de l'univers. Sans cela, "toute la matière se séparerait", expliquent-ils.

Jusqu'à récemment, d'après l'étude, cette force était considérée comme immuable dans le temps et l'espace. "Nous avons trouvé un indice selon lequel ce nombre de constante de structure fine est différé dans certaines zones de l'univers. Pas seulement en fonction du temps, mais aussi



dans une direction de l'univers, ce qui est vraiment assez étrange si c'est correct...", ajoutent-ils.

C'est en regardant certains des quasars les plus éloignés (des corps célestes massifs émettant une énergie exceptionnellement élevée qui sont à environ 12 à 13 milliards d'années-lumière de la Terre) aux bords de l'univers que ces anomalies ont d'abord été observées à l'aide des téles-

copies les plus puissants du monde. "Donc, si vous pouvez étudier la lumière en détail à partir de quasars éloignés, vous étudiez les propriétés de l'univers tel qu'il était à ses premiers balbutiements, étant âgée seulement d'un milliard d'années", selon l'étude. "Les galaxies n'existaient pas, les premières étoiles s'étaient formées mais il n'y avait certainement pas le même nombre d'étoiles que

nous voyons aujourd'hui.

Et il n'y avait pas de planètes», ont révélé les scientifiques. L'équipe a examiné un quasar qui leur a permis d'étudier l'époque où l'univers n'avait qu'un milliard d'années, ce qui n'avait jamais été fait auparavant.

Ainsi, ils ont effectué quatre mesures de la constante fine le long d'une ligne de visée jusqu'à ce quasar.

En se basant seulement sur ces quatre mesures, ils n'ont pas pu repérer de changements perceptibles dans la force électromagnétique. Cependant, lorsqu'ils ont combiné ces quatre mesures avec de nombreuses autres prises entre la Terre et des quasars éloignés, des différences dans la constante de structure fine sont devenues évidentes. Les scientifiques ont ainsi conclu qu'il pourrait y avoir des directions ou une direction précise dans l'univers où les lois de la physique changent.

En d'autres termes, l'univers aurait partiellement une structure dipolaire.

VENEZUELA - PRISON

Au moins 17 morts après une mutinerie dans une prison



Une mutinerie dans une prison vénézuélienne a fait vendredi au moins 17 morts et neuf blessés, dont le directeur de l'établissement pénitentiaire, a indiqué un rapport militaire.

"Des troubles à l'ordre public" ont eu lieu dans le centre pénitentiaire de Los Llanos à Guanare (ouest), quand des détenus ont brisé "les grillages de sécurité délimitant le périmètre" à l'extérieur de la prison, "dans une tentative d'évasion massive", selon ce document.

Le bilan est de 17 morts et neuf blessés, mais il pourrait grimper, indique encore ce rapport militaire.

Des personnels de la prison, gardée par des militaires, ont tenté une médiation avec le chef des mutins.

Mais les détenus s'en sont pris violemment à eux, blessant le directeur du centre pénitentiaire "à l'épaule à l'aide d'un objet pointu".

"Le conflit est en cours", a indiqué de son côté Carolina Giron, de l'Observatoire vénézuélien des prisons, une ONG qui défend les droits des détenus. Selon elle, les détenus se sont soulevés parce que victimes de violences et "parce qu'on ne leur permet aucune visite et qu'ils n'ont ni pain ni eau". Les autorités vénézuéliennes affirment qu'aucun cas de coronavirus n'a été enregistré dans les prisons du pays.

SUISSE - EUTHANASIE

Une condamnation pour avoir aidé une femme à mourir

Un responsable d'une organisation suisse d'aide au suicide, Exit Suisse romande, a été condamné en appel pour avoir aidé une femme âgée, en pleine santé, à mourir avec son mari malade, a annoncé vendredi ce responsable, indiquant vouloir déposer un recours.

Dans un arrêt du 20 avril, la Chambre pénale d'appel de la Cour de justice genevoise a confirmé la condamnation de première instance, à savoir 120 jours-amendes avec sursis.

Pierre Beck, vice-président d'Exit Suisse romande et médecin de profession, a indiqué vendredi qu'il entendait déposer "un recours devant le Tribunal fédéral suisse". Les faits incriminés ont eu lieu en avril 2017, lorsque M. Beck a

assisté le suicide d'un couple d'octogénaires dont le mari était gravement malade. Le responsable d'Exit a été condamné pour avoir prescrit du pentobarbital à cette dame, en pleine santé, qui souhaitait mourir en même temps que son mari.

En décembre 2015, l'épouse avait dit devant notaire qu'elle ne souhaitait pas survivre à son époux, selon la télévision suisse publique RTS, qui qualifie le couple de fusionnel. Lors du procès en appel en mars, M. Beck avait expliqué que l'épouse avait conclu un pacte avec son mari et qu'elle était déterminée à mourir, manifestant une grande souffrance à l'idée de lui survivre. "Elle m'a dit de manière claire et irrévocable qu'elle se

suiciderait", avait-il expliqué à la Cour, a rapporté l'agence suisse ATS.

A l'époque, le critère fixé par Exit pour assister un suicide est une grande souffrance provenant d'une maladie.

L'organisation a depuis élargi ces critères, incluant les personnes souffrant de polyopathologies invalidantes liées à l'âge.

En Suisse, la pratique de l'assistance au suicide est encadrée par les codes de déontologie médicale et les organisations telles qu'Exit qui ont édicté leurs propres garde-fous (âge, maladies etc.), plus restrictifs que le Code pénal.

La loi stipule uniquement "que seul celui qui, poussé par un mobile égoïste", prête assistance au suicide de quelqu'un, est punissable".

SALVADOR - CRIMINALITÉ

Arrestation de membres de gangs à l'origine d'une vague d'homicides

Le président du Salvador, Nayib Bukele, a annoncé mardi l'arrestation d'un "grand nombre" de membres de gangs, à l'origine d'une récente vague de meurtres dans le pays. "La PNC (Police nationale) a capturé un grand nombre des (gangsters) qui ont commis et ordonné les meurtres", a annoncé le président sur son compte Twitter, sans préciser le nombre de personnes détenues. Les autorités salvadoriennes ont fait état de week-end d'une flambée de violence provoquée par les bandes criminelles qui sèment la terreur dans le pays, les redoutables "maras". En trois jours, de vendredi à dimanche, les autorités ont dénombré pas moins d'une cinquantaine de meurtres. Cette vague d'homicides se produit alors que la moyenne

des homicides avait chuté à 2,3 par jour, soit un des taux les plus bas des dernières années. Cette baisse de la violence a été attribuée aux mesures strictes de confinement imposées par le gouvernement pour freiner la propagation du nouveau coronavirus. Face à cette éruption de violence, le gouvernement a annoncé que les forces de sécurité useraient de la force "létale" pour combattre les maras. En outre, les autorités ont décrété l'état d'urgence dans les centres pénitentiaires où sont détenus quelque 17.000 membres de ces bandes, dont l'effectif total est estimé à 70.000 criminels. Il a été aussi décidé de regrouper dans les cellules les membres des bandes rivales, une décision à haut risque de déclencher mutineries et assassinats dans les prisons, se sont indi-



gnés des défenseurs des droits de l'homme. "Nous allons stopper les meurtres", a affirmé le président Bukele, selon qui des chefs et criminels de la redoutable Mara Salvatrucha (MS-13) "sont toujours actifs" mais "ne tarderont pas à tomber", comme leurs rivaux du gang Barrio 18,

grâce à la mobilisation des forces de sécurité. Les gangs, qui se livrent principalement au racket et au trafic de drogue, font du Salvador l'un des pays au monde les plus dangereux, hors zones de conflit armé, avec un taux en 2019 de 35,6 meurtres pour 100.000 habitants.

USA

Des milliers de manifestants contre le confinement en Californie

Drapeaux des Etats-Unis, pancartes et casquettes portant parfois des messages pro-Trump: des milliers de personnes ont manifesté vendredi en Californie pour exiger la levée du confinement en vigueur depuis six semaines.

"Ouvrez la Californie! Ouvrez la Californie!" ont scandé les protestataires près des plages de Huntington Beach, fermées sur ordre du gouverneur Gavin Newsom après avoir vu un afflux de personnes le week-end dernier.

Les plages des comtés de Los Angeles et de San Diego sont fermées depuis des semaines, contrairement à celles d'Orange County, où se trouvent Huntington et Newport Beach.

"Tous les emplois sont essentiels", "la liberté est essentielle", pouvait-on lire sur des pancartes. Le gouverneur Gavin Newsom a dit vendredi à la presse comprendre la frustration derrière les manifestations, et "l'anxiété" des protestataires "à propos de l'économie et de l'avenir de leurs familles".

M. Newsom a indiqué qu'il ferait des annonces sur les mesures de confinement dans quelques jours. "Prenez soin de vous", a-t-il lancé aux manifestants. "Portez un masque. Respectez la distanciation physique (...).

Cette maladie ne fait pas de différence entre un manifestant, un démocrate, un républicain", a-t-il exhorté. La Californie a enregistré 91 morts dues au coronavirus ces dernières 24 heures, portant le bilan des décès à 2.073. Des manifestations similaires se sont aussi tenues à Los Angeles, Chicago et New York.

Jeudi, des manifestants armés sont entrés légalement dans le Capitole de l'Etat du Michigan, où les parlementaires étaient réunis, pour exiger l'assouplissement des mesures de confinement.

Les Etats-Unis sont de loin le pays le plus touché au monde par la pandémie de Covid-19, avec plus de 64.000 morts et d'un million de cas, et leur économie est quasiment à l'arrêt.

A L G É R I E - S A N T É

CORONAVIRUS-PRÉVENTION

Mise en garde contre tout relâchement (médecins)

Des médecins ont réitéré leur appel aux citoyens de Aïn Defla à faire preuve de vigilance et d'observer de manière rigoureuse les mesures inhérentes à la prévention contre le Covid-19 notamment celle ayant trait au confinement, avertissant que tout relâchement pourrait être derrière une deuxième vague de l'épidémie aux conséquences incalculables.

Faisant remarquer que la réouverture des commerces ne doit aucunement signifier que la guerre contre le redoutable virus a été remportée, ces professionnels de la santé ont soutenu que le danger est d'autant plus menaçant que la propagation du virus est assurée par l'être humain à la faveur de ses déplacements et des regroupements auxquels il prend part.

Spécialiste des maladies respiratoires et allergiques au sein de l'Établissement Public Hospitalier (EPH) "Mekour Hamou" du chef-lieu de wilaya, le Dr Omar Belabassi a estimé que s'agissant du Coronavirus, l'accession à la "dernière ligne droite" est tributaire des efforts déployés dans l'observation des gestes préventifs et de la prise de conscience de leur rôle capital.

Selon lui, l'amélioration de certains indicateurs ne doit pas inciter à "dormir sur ses lauriers", soutenant tout manquement à l'observation des règles liées au confinement et à la distanciation sociale peuvent avoir des retombées "extrêmement graves".

"Certes, des indicateurs tels les faibles taux d'hospitalisation aux urgences et en réanimation ne peuvent que présager un lendemain meilleur en matière de lutte contre le Covid-19, mais si le citoyen ne respecte pas scrupuleusement les mesures préventives s'y rattachant, il peut, sans qu'il ne s'en rende compte, devenir un vecteur de la transmission du virus notamment à l'adresse de certaines personnes vulnérables (personnes âgées, malades chroniques) à la faveur de ses déplacements inutiles ou des regroupements auxquels il prend part, d'où l'impérieuse nécessité de se conformer aux mesures en question", a-t-il insisté.

Pour ce praticien, également responsable du service de mise en quarantaine des malades présentant des symptômes du nouveau Coronavirus au sein de la même structure de santé, l'adhésion massive des citoyens aux efforts visant à endiguer la pandémie est une condition "sine qua non" pour en éloigner le spectre, observant que cette démarche suppose "beaucoup de patience et de sacrifices".

"Il est clair que les citoyens ne peuvent s'empêcher de vaquer à leurs occupations, mais il est absolument nécessaire que cela se fasse selon les règles préventives connues de tout un chacun sous peine de voir les efforts consentis depuis des semaines dans la lutte contre le Covid-19 partis en fumée", a-t-il mis en garde. Outre le lavage fréquent des mains, ce médecin préconise le port de bavette, une mesure qui, a-t-il assuré, permet de diminuer de 50 à 90 % le risque d'infection au virus, observant toutefois que le confinement reste le meilleur moyen de protection contre.

Lui emboitant le pas, le Dr Bouziane Redhouane, médecin bénévole au sein du même service, a relevé l'importance du confinement dans la prévention du Covid-19, soulignant que l'observation de cette mesure de manière "rigoureuse" permettra d'endiguer cette pandémie. "Il est clair que le confinement ne peut que diminuer les risques de contamination au virus à condition toutefois que cela se fasse avec rigueur et non pas de manière épisodique", a-t-il souligné, mettant en garde contre les regroupements notamment en ce mois de ramadan.

Abondant dans le même sens, le directeur de l'EPH de Aïn Defla, Habiche Bouabdellah, a pour sa part, noté que le travail accompli par les médecins dans la lutte contre le Covid-19 risque de ne pas donner ses fruits si l'insouciance et l'indiscipline continuent à régner en maître. "A voir le dévouement et le courage dont fait preuve l'armée blanche (le staff médical et paramédical, Nldr) dans la lutte contre le Covid-19, l'on ne peut qu'être optimistes quant à une meilleure maîtrise de l'évolution de l'épidémie, mais cela risque de ne pas dépasser le stade de vœux pieux si le relâchement constaté çà et là venait à prendre plus d'ampleur", a-t-il observé.

CORONAVIRUS

148 nouveaux cas confirmés et 3 nouveaux décès en Algérie

Cent-quarante-huit (148) nouveaux cas confirmés de coronavirus et trois (3) nouveaux décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre des cas confirmés à 4154 et celui des décès à 453, a indiqué vendredi le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Dr Djamel Fourar.

Les nouveaux décès ont été enregistrés dans les wilayas de Tizi-Ouzou (1), Bordj Bou Arreridj (1) et Constantine (1), a précisé Dr Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la situation pandémique du Covid-19, ajoutant que le nombre des cas confirmés sont répartis sur les 48 wilayas du pays. Le nombre des cas guéris a augmenté à 1821, dont 42 durant les dernières 24 heures, a fait savoir M. Fourar.

Pour les tranches d'âges, les personnes âgées entre 25 et 60 ans représentent 56% du total des cas confirmés au Covid-19, alors que 65% des cas de décès concernent les personnes âgées de 65 ans et plus. Dr. Fourar a fait également savoir que 14 wilayas n'ont recensé



aucun nouveau cas ce vendredi, alors que 26 wilayas ont enregistré entre un (1) et 5 cas et 8 autres ont enregistré plus de 5 cas. Les wilayas de Blida,

Alger, Sétif, Aïn Defla et Bordj Bou Arreridj sont parmi les wilayas qui ont recensé le plus grand nombre de cas durant les dernières 24 heures. Il a indi-

qué, en outre, que le nombre de cas sous traitement s'élève à 7026 et comprend 2776 cas confirmés suivant l'analyse du laboratoire et 4250 cas suspects diagnostiqués par radiologie et scanner, précisant que 24 patients sont toujours en soins intensifs. Le même responsable a estimé que la décision de réduire certaines contraintes du confinement a été prise pour alléger les effets socio-économiques en faveur des citoyens, ajoutant que la lutte contre la propagation de cette pandémie relève du devoir de tous les citoyens et à travers tout le pays, nécessitant le strict respect des règles d'hygiène et de la distanciation dans les marchés et les locaux commerciaux.

COVID-19

Hausse sensible du nombre de tests quotidiens dans les laboratoires de l'IPA

Le directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Dr Fawzi Derrar, a fait état d'une hausse sensible du nombre de tests de dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19) dans les laboratoires de l'Institut à travers le pays, évoquant une moyenne de plus de 400 tests quotidiens.

Les 20 laboratoires répartis à travers le pays réalisent actuellement plus de 400 tests de dépistage du Covid-19 par jour en moyenne contre environ 200 jour au début de l'épidémie, a fait savoir l'expert en vaccins dans une déclaration à l'APS. Cette hausse s'explique par l'élargissement du réseau de laboratoires mobilisés dans plusieurs wilayas, a précisé Dr Derrar, soulignant que 20 laboratoires étaient actuellement opérationnels après la formation de leurs équipes par la direction générale, en

attendant l'ouverture de deux autres laboratoires dans les prochains jours dans les wilayas de M'sila et de Bechar. Par ailleurs, il a indiqué que l'Etat qui a importé 80.000 kits de dépistage a fourni à l'Institut Pasteur tous les moyens nécessaires pour la prise en charge de la santé des citoyens.

Concernant l'augmentation du nombre de cas de Covid-19 dans plusieurs wilayas du pays, Dr Derrar a fait savoir que ce résultat s'explique par l'élargissement du réseau de dépistage.

Ceci a facilité la réalisation des tests à temps, contrairement aux premiers jours où les tests étaient transportés par route vers la capitale par les Directions de la santé et de la population (DSP) et dont les résultats n'étaient disponibles qu'au-delà de 24 heures ou plus, a-t-il ajouté. De son côté, le

membre de la Commission nationale de veille et de suivi de l'évolution de l'épidémie du Coronavirus (Covid-19), Dr Mohamed Bekkat Berkani partage ce constat en imputant la hausse du nombre de cas dépistés positifs au Covid-19, en premier lieu, à l'augmentation du nombre des nouveaux laboratoires relevant de l'IPA, qui effectuent, au quotidien, le dépistage de Covid-19 à leur niveau, contrairement à ce qui se faisait au début de l'apparition du virus dans le pays. Relevant que les cas graves sont devenus, grâce au dépistage précoce, "très peu" et les décès "variant entre 4 et 7 décès quotidiens en moyenne", le même expert a mis en exergue l'importance de la prescription des médicaments recommandés par le ministère de la Santé dès le début de la maladie, en vue d'en éviter les complications".

CORONAVIRUS - LUTTE - RECHERCHE

La recherche scientifique à Constantine, alliée dans la lutte contre le Covid-19

En ce temps marqué par la propagation du nouveau coronavirus, le secteur de la recherche scientifique à Constantine a fait preuve d'un grand sens de responsabilité s'engageant pleinement dans la lutte contre cette pandémie à travers des actions d'accompagnement faisant de la vitalité de la science un allié dans le combat contre le Covid-19.

De la production du gel désinfectant jusqu'à la confection de kits de dépistage rapide du Covid-19 en passant par des opérations d'appui logistique, le Centre de recherche en biotechnologie (CRBT) de Constantine a été parmi les premières structures scientifiques à avoir oeuvré à consolider les efforts déployés pour endiguer la propagation du Covid-19. Le CRBT, premier établissement de biotechnologie en Algérie, avait saisi au vol la décision des pouvoirs publics relative à l'ouverture d'annexes régionales pour atténuer la pression sur le laboratoire de référence relevant de l'Institut Pasteur d'Alger (IPA) et s'était proposé pour abriter l'annexe de Constantine, comme l'autre force dans ce combat contre le coronavirus. "La pandémie du

Covid-19 nous a incité à faire face aux défis et à faire montre d'un véritable nationalisme scientifique pour apporter appui et assistance", a indiqué à l'APS le directeur du CRBT, Ammar Azioune. Et d'ajouter : "depuis son entrée en service, au début du mois d'avril, l'annexe de l'IPA, implantée au CRBT, effectue entre 50 et 80 analyses de dépistage du Covid-19 et ses capacités peuvent aller jusqu'à 200 analyses par jour".

La recherche scientifique, une dynamique au service de la société

Cette infrastructure de la recherche scientifique a mis à la disposition des laborantins les meilleures conditions leur permettant d'effectuer les analyses localement, dont un laboratoire de confinement aménagé selon les normes requises et doté des équipements logistiques nécessaires et les moyens indispensables au traitement des déchets biologiques, à la sécurisation du manipulateur en plus d'un service de gestion des risques biologiques, relève-t-on. Fort d'un potentiel humain qualifié et d'une logistique de pointe, le CRBT s'est lancé le défi de

confectionner un millier de kits de dépistage rapide du coronavirus, en s'appuyant sur la technologie "CRISPR", un outil de modification du génome. "Le projet, premier du genre à l'échelle nationale, avance bien et sera dans quelques jours une réalité palpable et la stratégie du Centre est de transmettre par la suite cette technologie à d'autres institutions et établissements de santé du pays", affirme le directeur du CRBT. Les tests de dépistage rapide, en cours de confection par le CRBT, permettront d'identifier les anticorps spécifiques produits par l'organisme suite à une infection au coronavirus, et donneront aussi la possibilité de procéder à un "dépistage massif de personnes infectées, a souligné M.

Azioune, affirmant que les réactifs indispensables à cette opération ont été commandés et seront disponibles "très prochainement". Sur sa lancée, le CRBT a intensifié ses contacts à l'internationale et a réussi à décrocher l'exclusivité pour la distribution du test RT-PCR du diagnostic du Covid-19 au profit de laboratoires algériens et de pays africains dans le cadre d'une collaboration

avec l'université de Namur (Belgique), initiatrice d'une action de solidarité internationale.

Ce protocole de dépistage du Covid-19, basé sur la technique PCR (Polymerase Chain Reaction) développé à l'université de Namur et maîtrisé par le CRBT, est destiné aux laboratoires dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, a souligné M. Azioune, estimant que le choix du CRBT pour assumer cette mission à l'international n'était pas "fortuit", car disposant des compétences nécessaires en matière de formation sur l'utilisation de ce protocole de dépistage. La vitalité de la science s'est également traduite dans l'Ecole nationale supérieure de biotechnologie (ENSB) de Constantine par l'initiative des étudiants du club scientifique à produire du gel hydroalcoolique et le distribuer au profit des effectifs de l'hôpital de Didouche Mourad, de l'aéroport international Mohamed Boudiaf et des travailleurs de l'université de Constantine, comme contribution de l'Ecole dans une conjoncture sanitaire exceptionnelle.

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Le bilan de la pandémie est passé à plus de 233.000 morts dans le monde

La pandémie du nouveau coronavirus a fait au moins 233.176 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi par des médias à partir de sources officielles vendredi. Plus de 3.264.200 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 195 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

Parmi ces cas, au moins 987.400 sont aujourd'hui considérés comme guéris.

Les Etats-Unis, qui ont recensé leur premier décès lié au coronavirus début février, sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 63.019 décès pour 1.070.032 cas. Au moins 153.947 personnes ont été déclarées guéries. Après les Etats-Unis, les pays les plus tou-



chés sont l'Italie avec 27.967 morts pour 205.463 cas, le Royaume-Uni avec 26.711 morts (171.253 cas), l'Espagne avec 24.824 morts (215.216 cas) et la France avec 24.376 morts (167.178 cas). La Chine

(sans les territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a officiellement dénombré au total 82.874 cas (12 nouveaux entre jeudi et vendredi), dont 4.633 décès (0 nouveau), et 77.642 guérisons. L'Europe totalisait vendredi à 11h00 GMT 138.457 décès pour 1.481.706 cas, les Etats-Unis et le Canada 66.262 décès (1.123.047 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 11.350 décès (215.882 cas), l'Asie 8.596 décès (223.393 cas), le Moyen-Orient 6.768 décès (173.300 cas), l'Afrique 1.625 décès (38.790 cas), et l'Océanie 118 décès (8.085 cas).

ETATS-UNIS Plus de 1,1 million de cas d'infection au nouveau coronavirus, (UJH)

Le nombre de cas d'infection au nouveau coronavirus aux Etats-Unis a atteint 1.100.197 vendredi à 19h40 (23h40 GMT), selon le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'Université Johns Hopkins (UJH).

Selon le décompte, un total de 64.789 décès liés au COVID-19 ont été enregistrés dans le pays. L'Etat de New York reste le plus touché, avec 308.314 cas et 24.039 décès, suivi par le New Jersey voisin où 121.190 cas et 7.538 décès ont été signalés. Parmi les autres Etats américains ayant enregistré plus de 50.000 cas, il convient de citer le Massachusetts, l'Illinois et la Californie, selon le CSSE.

ESPAGNE La pandémie ralentit avec 281 morts en 24h

Le ralentissement de la pandémie en Espagne s'est confirmé vendredi avec 281 morts en 24 heures, mais la fermeture d'un hôpital de campagne à Madrid en présence d'une foule nombreuse, sans mesures de distanciation, a fait polémique. L'Espagne a enregistré 281 morts de la maladie Covid-19 pendant les dernières 24 heures, portant le bilan total à 24.824 morts. Jeudi, le nombre de morts avait connu son bilan le plus bas depuis le 20 mars avec 268 décès. L'Espagne, quatrième pays le plus endeuillé au monde après les Etats-Unis, l'Italie et la Grande-Bretagne, a recensé 215.216 cas confirmés.

Le bilan se maintient depuis six jours autour des 300 morts quotidiens, bien loin du pic de 950 morts en 24 heures enregistré début avril.

Quelque 2.628 personnes supplémentaires ont été déclarées guéries, portant le total à 114.678.

Signe de la baisse de la tension sanitaire, Madrid a procédé vendredi à la fermeture de l'immense hôpital de campagne installé fin mars dans les pavillons d'exposition de la foire commerciale. Les installations seront conservées pour pouvoir faire face à une éventuelle nouvelle vague de contagion. Mais les conditions de l'événement ont immédiatement provoqué une vive polémique: plusieurs centaines de personnes, politiques, personnel sanitaire, journalistes, y ont participé sans qu'aucune mesure de distanciation ne semble avoir été prise. Le chef du gouvernement Pedro Sanchez a annoncé que le début du déconfinement pourrait se faire à partir du 11 mai si l'amélioration sanitaire se maintenait, et s'étaler en plusieurs phases jusqu'à fin juin.

ETATS-UNIS - CHINE Des chercheurs exhortent les Etats-Unis et la Chine à travailler ensemble

Plus de 70 chercheurs en santé publique américains et chinois ont exhorté leurs deux pays respectifs à coordonner la réponse à donner face à la pandémie mondiale de nouveau coronavirus Covid-19, a rapporté samedi l'agence de presse Chine nouvelle. "Les responsables à Washington, à Pékin et au-delà devraient (...) agir prudemment. Evitez d'insérer dans les politiques nécessaires pour juguler le Covid-19 des tactiques au service d'intérêts partisans", est-il écrit dans leur lettre ouverte parue vendredi dans le New York Times. "Votre pouvoir devrait reposer sur le soin apporté aux autres et la mobilisation des ressources pour la prévention des maladies, pas pour se protéger d'accusations, renforcer sa cote de popularité, régler ses comptes ou diaboliser des gens en raison de leur ethnie ou leur nationalité", demandent-ils dans leur missive.

Les maladies ne connaissent pas de frontières, les chaînes d'approvisionnement sont intégrées à l'international et la gestion de crise nécessite une collaboration intergouvernementale et un partage des données entre scientifiques, poursuivent les chercheurs.

"Les dirigeants devraient mobiliser judicieusement leur capital politique contre le Covid-19 pour une autre raison: il faut des années pour tisser des relations et quelques secondes pour les détruire, en particulier à l'heure où un tweet fait le tour du monde en un instant - une leçon que nous enseignons régulièrement à nos étudiants", indiquent-ils. Mettre en danger les relations bilatérales en répandant des théories du complot ou tenir des propos insultants sur des origines virologiques ne doit pas avoir sa place aujourd'hui chez les responsables politiques, ajoute le message. "L'heure est venue de reconstruire des alliances mondiales de santé publique, telles que l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de renouveler les échanges scientifiques et de communiquer respectueusement au-delà des frontières", notent encore es chercheurs.

APS

GRANDE-BRETAGNE 27.510 morts, l'objectif de 100.000 tests par jour atteint

Le gouvernement britannique s'est félicité vendredi d'avoir atteint en extrême son objectif de dépistage du nouveau coronavirus, pilier de sa stratégie de lutte contre la pandémie qui a fait plus de 27.000 morts au Royaume-Uni, deuxième pays le plus touché en Europe.

Le Royaume-Uni a recensé vendredi 739 décès supplémentaires dus à la maladie Covid-19, marquant une recrudescence par rapport à la veille et portant à 27.510 morts le bilan total, qui compte désormais les décès survenus à l'hôpital et dans les maisons de retraite, a annoncé le ministre de la Santé Matt Hancock.

Critiqué pour avoir tardé à prendre la mesure de la crise et l'insuffisance du dépistage, le gouvernement britannique était sous pression pour

atteindre son objectif de 100.000 tests par jour, qu'il s'était fixé début avril pour la fin du mois.

Les autorités ne réalisaient alors qu'une dizaine de milliers de tests par jour et restaient bien en deçà de leur objectif ces derniers jours.

"Le nombre de tests hier, le dernier jour d'avril, était de 122.347", a souligné Matt Hancock lors d'une conférence de presse.

"Je savais que c'était un objectif audacieux, mais nous avions besoin d'un objectif ambitieux parce que le dépistage est si important pour pouvoir remettre le Royaume-Uni sur pied", a-t-il ajouté. Le gouvernement avait d'abord choisi de réserver les tests aux cas les plus critiques ainsi qu'aux soignants en première ligne, en dépit des recommandations de

l'Organisation mondiale de la Santé de tester le plus largement possible.

Ils ont depuis été étendus aux travailleurs clés comme les policiers et les enseignants, aux résidents et employés des maisons de retraite ainsi qu'aux plus de 65 ans et aux travailleurs devant quitter leur domicile présentant des symptômes.

Le Premier ministre Boris Johnson, lui-même guéri de la maladie Covid-19, avait indiqué jeudi que le Royaume-Uni avait "passé le pic" de l'épidémie et était "sur une pente descendante".

Pressé de fournir une stratégie de sortie du confinement, à l'heure où plusieurs pays vont commencer à assouplir leurs restrictions, il a promis un plan de déconfinement la semaine prochaine.

USA/ MÉDICAMENTS Les Etats-Unis autorisent en urgence l'antiviral remdesivir

L'Agence américaine du médicament (FDA) a accordé vendredi une autorisation d'utilisation en urgence de l'antiviral expérimental remdesivir, après qu'un essai américain a montré qu'il écourtait sensiblement la durée de rétablissement des patients les plus gravement atteints du Covid-19.

"Je suis heureux d'annoncer que Gilead a obtenu de la FDA l'autorisation d'utilisation en urgence pour le remdesivir", a indiqué le président Donald Trump depuis la Maison Blanche.

L'autorisation permet au remdesivir d'être utilisé par les hôpitaux pour les malades graves du Covid-19 qui ont besoin d'oxygène, par exemple sous respirateurs, sans avoir besoin de participer à un essai clinique.

"Il est raisonnable de penser que le remdesivir puisse être efficace contre le Covid-19 et que, étant

donné qu'il n'existe pas de traitements alternatifs adéquats, approuvés ou disponibles, les avantages connus et potentiels pour traiter ce virus sévère et mortel sont supérieurs aux risques connus et potentiels posés par l'utilisation du médicament", a déclaré la FDA. Le remdesivir sera distribué en priorité aux hôpitaux des villes les plus touchées par la pandémie aux Etats-Unis, une distribution qui sera coordonnée par le gouvernement américain, a annoncé Gilead dans un communiqué. L'hydroxychloroquine avait été autorisée en urgence par la FDA le 28 mars. Médicament expérimental initialement développé pour soigner les malades de la fièvre hémorragique Ebola, mais jamais approuvé contre aucune maladie, le remdesivir est la première thérapie à avoir démontré une certaine efficacité contre le nouveau coronavirus dans un essai

clinique contre placebo avec plus d'un millier de patients, même si l'effet est considéré comme modeste. Les patients traités par remdesivir ont vu leur temps de rétablissement écourté de quatre jours (en durée médiane), de 15 à 11 jours, selon des résultats rendus publics mercredi par les Instituts de santé américains, qui l'ont coordonné. "Bien que les résultats soient clairement positifs du point de vue de leur sens statistique, ils sont modestes", a dit jeudi le directeur de l'Institut national des maladies infectieuses, Anthony Fauci.

Mais c'est cependant la "démonstration" que le mode d'action du remdesivir est efficace, et il pourrait donc ouvrir la voie à de meilleurs traitements.

Les résultats suggèrent que le remdesivir réduit le risque de mort, mais cette donnée est considérée comme moins fiable car en



dessous du niveau de pertinence statistique.

8% des patients traités, contre 11,6% dans le groupe témoin, sont décédés lors de cet essai.

Mais les résultats complets de l'essai n'ont pas été publiés, ce qui a suscité des critiques de la part de la communauté scientifique qui attend que l'étude soit évaluée et publiée par une revue médicale.

Yeux : connaissez-vous leurs 4 ennemis cachés ?

On sait tous qu'il faut se protéger avant de s'exposer au soleil, arrêter de fumer pour éviter les accidents cardio-vasculaire, manger moins sucré pour éviter le surpoids... mais on oublie souvent que nos yeux ont également besoin d'être protégés. Zoom sur les principaux ennemis de vos yeux.

Le tabac : le principal ennemi

Acroléine, toluène, acide cyanhydrique sont trois des substances que l'on trouve dans les cigarettes. Ce sont surtout trois substances particulièrement irritantes (l'acroléine fut longtemps utilisée dans le gaz lacrymogène) qui favorisent l'apparition de maladies oculaires comme la cataracte, la DMLA et la dégénérescence du nerf optique.

Inutile de vous faire un dessin : pour préserver la santé de vos yeux, il est temps d'arrêter de fumer ! Allez : on vous aide en vous donnant 3 méthodes douces pour arrêter de fumer.

Le sucre : un ennemi caché

Votre médecin vous a peut-être déjà expliqué que le diabète peut provoquer de très sérieux troubles oculaires mais on ignore souvent que, sans être diabétique, avoir un peu trop de sucre dans le sang (ce qui peut arriver si vous êtes ce qu'on appelle un bec sucré !) peut, à la longue, entraîner des lésions des cellules oculaires.

Apprenez donc, petit à petit, à manger moins sucré. Et si le sucre vous manque trop, remplacez-le dans vos recettes par du sirop d'érable, du sirop d'agave ou encore de la stevia.

Le stress, un ennemi silencieux

Oui, vos yeux aussi peuvent eux aussi souffrir du stress... voire d'un burn out ! Si vous travaillez à longueur de journée sur écran sans faire de pauses régulières et, qu'en plus, vous passez votre temps libre à surfer sur internet à la recherche de la fabuleuse petite robe noire ou des derniers potins people, vous demandez à vos yeux de traiter un nombre d'information

susceptibles de provoquer une grande fatigue.

À la longue, vos yeux n'arrivent plus à s'accommoder, et cela provoque des vertiges, des maux de tête et parfois un début de myopie. Essayez donc de moins solliciter vos yeux et n'hésitez pas à faire appel à un orthoptiste pour apprendre à faire des exercices de relaxation visuelle. En attendant, si vos yeux sont

fatigués voici 6 recettes maison pour les soulager.

Le soleil, un ennemi négligé

Si l'on pense à protéger les yeux de nos enfants derrière des lunettes de soleil, on oublie bien souvent que nos rétines à nous sont également sensibles aux ultraviolets, et plus par-

ticulièrement aux UVA. Pour résumer : si vous ne pensez pas à cacher vos yeux derrière des verres filtrants anti UVA, surtout l'été en cas de forte luminosité et l'hiver à la montagne, non seulement vous risquez d'attraper (sur le moment) un coup de soleil de l'œil, mais en plus vous risquez de développer une cataracte ou une DMLA précoce.

4 RÉFLEXES QUOTIDIENS POUR PRENDRE SOIN DE VOS YEUX

Ultraperformants, nos yeux sont des organes complexes et très fragiles. Les gestes à faire au quotidien pour en prendre soin.

JE LES HYDRATE

Climatisation, chauffage, poussière, vent, fumée de cigarette... peuvent assécher les yeux. En cas de sécheresse légère, utiliser du sérum physiologique. Si la sécheresse est plus sévère, mieux vaut opter pour des larmes artificielles associées à un gel lubrifiant.

Ils pleurent, ils piquent ? Pour les soulager, appliquer des compresses d'eau tiède pendant 5 minutes. Ensuite, masser les paupières inférieures puis supérieures pendant une minute. Terminer le soin en fermant les yeux normalement pendant 2 secondes avant de les rouvrir. Les fermer à nouveau en serrant fort les paupières et les rouvrir. Recommencer cet exercice une dizaine de fois. Vision rafraîchie garantie !

Je les mets au repos

Les écrans font énormément travailler les yeux. Pour les reposer, pratiquer la règle du 20-6-20 : toutes les 20 minutes passées sur un écran, regarder un objet situé à une distance de d'environ 6 mètres de soi, pen-

dant 20 secondes. Puis, fermer les yeux, poser les paumes de mains par-dessus et rester dans cette position pendant 2 à 5 minutes. Autre option : porter des lunettes anti-lumière bleue dès lors qu'on passe plusieurs heures devant un écran d'ordinateur, de smartphone, de télévision ou de tablette.

JE LES MUSCLE

Avec de la gymnastique oculaire ou du yoga des yeux. Comme l'exercice de "l'index" : tête et dos droits, tendre le bras et fixer le haut de son index (ou l'ongle de son pouce). Sans bouger la tête, rapprocher lentement l'index de son nez, puis l'éloigner toujours lentement, tout en le fixant. Recommencer une vingtaine de fois.

JE LEUR APORTE DE BONS NUTRIMENTS

La lutéine et la zéaxanthine, des pigments appartenant à la famille des caroténoïdes, possèdent un grand pouvoir antioxydant et anti-radicalaire. On les retrouve dans les légumes à feuilles vertes (choux, épinards, brocoli...), et dans le jaune d'oeuf. La vitamine A améliore les visions diurne et nocturne. On la trouve dans les fruits et légumes à la coloration jaune ou



orangée (poivrons, orange, carotte...) ou le foie de veau.

Les vitamines C et E luttent contre les radicaux libres. Agrumes, noix et céréales en contiennent en quantité.

La vitamine D est difficile à retrouver dans l'alimentation, même si l'huile de foie de morue n'est pas une source à écarter. Le meilleur moyen de la synthétiser reste encore de vous exposer quelques minutes par jour au soleil.

Le zinc contribue à la production de mélanine en transportant la vitamine A du foie vers la rétine. L'huile constitue l'une des meilleures sources de zinc, mais on peut aussi en trouver dans la viande, les graines de sésame et de citrouille.

Les acides gras oméga-3, aux propriétés anti-inflammatoires, sont principalement présents dans les poissons gras (saumon, maquereau, thon...) et les fruits à coque (noix, amande...).

3 mai 2020

Soulager la fatigue visuelle



La fatigue visuelle, c'est un peu le mal des temps modernes. Pour soulager les yeux rouges et fatigués, voici des recettes 100% naturelles et des astuces pratiques.

LA CAMOMILLE LES SOULAGE

Prenez des sachets de camomille, trempez-les dans de l'eau chaude, appliquez-les, tièdes, sur vos paupières fermées. Laissez agir si possible une vingtaine de minutes. Vous pouvez aussi faire une infusion de camomille et appliquer plusieurs fois par jour des compresses ou cotons à démaquiller imbibés de cette dernière.

LE GESTE MALIN

Des premiers signes de fatigue visuelle devant votre écran, appuyez légèrement et brièvement avec les doigts sur vos paupières fermées, cela plusieurs fois de suite. Pensez aussi à cligner des yeux régulièrement et à regarder au loin de temps à autre.

LES FLEURS DE BLEUET APAISENT LES YEUX IRRITÉS

Pollution, vent, soleil, pollen, poussière ou cil dans l'œil... une irritation oculaire est très désagréable. Faites une infusion de fleurs de bleuet (2 cuillères à café dans 1 tasse d'eau bouillante), filtrez parfaitement et laissez refroidir. Appliquez sur vos yeux, en compresses ou avec des cotons à démaquiller, pendant 5 à 10 minutes. Il est possible aussi d'utiliser l'infusion en bains oculaires.

Version toute prête : vous pouvez acheter de l'eau de bleuet (en pharmacie, certaines grandes surfaces ou en ligne) et poser sur vos paupières des cotons à démaquiller imbibés de lotion (à conserver au réfrigérateur).

La lumière bleue serait "toxique" pour les yeux

L'exposition à la lumière bleue provoque la formation de molécules chimiques toxiques pour la rétine, ce qui favoriserait le risque de dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA).

Critiquée pour ses méfaits sur le sommeil, la lumière bleue des écrans des appareils numériques, pourrait également nuire à la santé oculaire et causer des dommages irréversibles. Une nouvelle étude parue dans la revue *Nature* met en garde contre l'exposition à la lumière bleue. Celle-ci pourrait favoriser le risque de cécité nocturne et de dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA). Cette maladie invalidante se caractérise par la dégradation d'une partie de la rétine (la macula), pouvant mener à la perte de la vision centrale.

Le Dr Ajith Karunarathne, un des chercheurs de l'Université de Toledo dans l'Ohio (États-Unis) auteurs des travaux, explique les humains sont continuellement exposés à la lumière bleue mais que la cornée et le cristallin de l'œil ne peuvent ni la bloquer ni la réfléchir. Problème, l'exposition prolongée à la lumière bleue provoque la formation de molécules chimiques toxiques pour les cellules photoréceptrices, le tissu photosensible de la rétine, selon les chercheurs.

Les cellules de la rétine aident à convertir la lumière en signaux électriques qui voyagent ensuite le long du nerf optique jusqu'au cerveau, où les informations sont traitées par le cortex visuel. Sans la rétine et ses cellules photoréceptrices, les informations visuelles ne peuvent être traitées correctement, explique l'étude. Or l'étude montre que la lumière bleue affecte le rétinale, une molécule produite par les cellules photoréceptrices.

Pour s'en rendre compte, les chercheurs ont exposé le rétinale aux lumières bleues, rouges, jaunes et vertes. Le contact avec la lumière bleue a déclenché une réaction néfaste pour le rétinale : celui-ci s'est mis à libérer des molécules chimiques toxiques qui tuent les cellules photoréceptrices. "Si vous faites briller la lumière bleue sur la rétine, le rétinale tue les cellules photoréceptrices", a déclaré Kasun



Hamayaka au site Mother nature network. Or les cellules photoréceptrices ne se régénèrent pas dans l'œil. Une fois qu'elles sont mortes, "elles sont mortes pour de bon", pointe un autre chercheur.

"Ce n'est un secret pour personne que la lumière bleue nuit à notre vision en endommageant la rétine de l'œil", observe le Dr Ajith Karunarathne. "Nos expériences expliquent

comment cela se produit, et nous espérons que cela conduira à des thérapies qui ralentissent la dégénérescence maculaire, comme [par exemple] un nouveau type de collyre", conclut la scientifique. Comment se protéger contre la lumière bleue ? Les chercheurs recommandent d'éviter de regarder les téléphones portables ou les tablettes dans le noir et de porter des lunettes qui filtrent la lumière bleue.

La lumière réduit le taux de mélatonine des enfants

L'exposition des enfants d'âge préscolaire à une heure de lumière avant l'heure du coucher presque complètement leur production de la mélatonine, une hormone qui favorise le sommeil.

Une seule heure d'exposition à la lumière avant l'heure du coucher diminue les niveaux d'hormone du sommeil de 88%. Chez l'enfant, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *Physiological Reports*.

Les chercheurs de l'Université du Colorado aux États-Unis ont évalué l'impact hormonal que peut avoir l'exposition à la lumière, le soir, sur le sommeil des jeunes enfants.

"Bien que les effets de la lumière soient bien étudiés chez les adultes, on ne sait pratiquement rien de la façon dont l'exposition à la lumière affecte la physiologie, la santé et le développement des enfants d'âge préscolaire", a déclaré Lameese Akacem, auteure de l'étude. "Nous avons constaté que ces enfants étaient extrêmement sensibles à la lumière." Pour l'étude, les chercheurs ont recruté 20 enfants en bonne santé âgés de 3 à 5 ans dans un protocole de sept jours. Les cinq premiers jours les enfants ont suivi un horaire strict de coucher pour régulariser leurs horaires biologiques et les installer dans un cycle où leur



niveau de mélatonine (hormone du sommeil) a commencé à augmenter à peu près à la même heure chaque soir.

Le sixième jour, les chercheurs ont créé un environnement de faible luminosité en échangeant les lumières existantes avec des ampoules à faible consommation. Tous les participants étaient ainsi exposés à la même quantité de lumière. Les chercheurs ont ré-

gulièrement prélevé des échantillons de salive pour évaluer les niveaux de mélatonine. Après avoir passé la journée dans ce nouvel environnement de faible luminosité, les enfants ont joué avec une table lumineuse durant une heure. Des échantillons de salive ont été prélevés pour les comparer.

LA LUMIÈRE IMPACTE LA PRODUCTION DE MÉLATONINE DES ENFANTS

Les résultats de l'étude ont montré que les niveaux de mélatonine ont été diminués de 88% après l'exposition à la lumière vive et que ce changement de taux dure au moins 50 minutes après l'extinction de la lumière. Ce qui provoque chez les enfants, une difficulté à l'endormissement et une nuit de sommeil écourtée.

"Les années préscolaires sont une période de développement très sensible au cours de laquelle l'utilisation des médias numériques devient de plus en plus omniprésente", a déclaré l'auteur de l'étude. L'utilisation des médias électroniques chez les jeunes enfants a triple depuis 2011. "Nous espérons que cette recherche peut aider les parents et les cliniciens à prendre des décisions éclairées sur l'exposition à la lumière des enfants".

SAHARA OCCIDENTAL/ SOLIDARITÉ Remise de 154 tonnes d'aides de solidarité du CRA aux réfugiés sahraouis

Un total de 154 tonnes d'aides de solidarité ont été remises vendredi par le Croissant-Rouge algérien (CRA) aux réfugiés sahraouis, à l'occasion du mois de Ramadhan, a-t-on constaté. L'opération a été présidée par la ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kawther Krikou, en compagnie de la présidente du CRA, Saïda Benhabib, qui ont donné le départ de la caravane devant le siège de la wilaya de Tindouf, en direction des entrepôts du Croissant rouge Sahraoui (CRS). La délégation ministérielle algérienne a été accueillie par le président sahraoui, Brahim Ghali, avant de remettre ces aides au Premier ministre sahraoui, Bouchraya Beyoum, et le président du CRS, Yahia Bouhbin. Dans une déclaration à la presse, Mme Krikou a indiqué que ce geste de solidarité de l'Algérie à l'égard du peuple sahraoui, qui n'est pas le premier, dénote encore une fois "l'esprit de solidarité des algériens envers leurs frères sahraouis", qui s'inscrit dans le cadre d'un programme continu d'aides diverses à ce peuple frère, notamment en ce mois sacré du Ramadhan coïncidant cette année avec la pandémie du Covid-19.

La solidarité de l'Algérie avec le peuple sahraoui "ne date pas d'aujourd'hui, mais émane d'une conviction constante par laquelle le peuple algérien a démontré sa détermination à poursuivre sa solidarité et sa cohésion avec les frères sahraouis", a souligné la ministre.

Et d'ajouter: "Il s'agit d'une position de solidarité et d'entraide de l'Algérie, peuple et direction, envers le peuple sahraoui, qui ne sera pas la dernière, et qui reflète une conviction profonde et constante du peuple algérien depuis des décennies".

La ministre de la Solidarité, de la Famille et de la Condition de la femme, Kawther Krikou, a révélé que les aides de solidarité acheminées ce jour renferment des produits alimentaires de base, en plus de quelques 263.100 unités d'équipements médicaux et pharmaceutiques de prévention du Covid-19, dont des bavettes, des gants, des masques, des kits de test rapide et des produits stérilisants.

PRÉSIDENT TEBBOUNE : «L'Algérie prête à poursuivre son appui à la Libye pour une sortie de crise»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à poursuivre son appui au peuple libyen, déplorant, par la même, "les graves dérives" en cours dans ce pays, notamment en ce mois sacré.

Lors d'une entrevue avec les responsables de médias nationaux, diffusée vendredi par la télévision et la radio nationales, le Président de la République a affirmé: "nous sommes en faveur de la légitimité populaire en Libye et nous souhaitons que la solution soit libyo-libyenne".

Évoquant la poursuite des combats en Libye, notamment en ce mois sacré de Ramadhan, le Président Tebboune a déploré le fait que "nos frères en Libye s'entre-tuent et l'effusion du sang libyen continue sans que personne ne se soucie de la pandémie du Coronavirus", s'interrogeant "pourquoi tout cela, pour le pouvoir? et où est l'Etat libyen?".

"La Libye est l'un des plus riches pays de l'Afrique du nord et du continent africain", a-t-il rappelé, ajoutant que "nous connaissons, en tant qu'Algériens, l'amertume d'une telle situation, nous avons vécu l'effusion du sang algérien et nous ne souhaitons pas cela à nos frères libyens".

Il a réaffirmé, par ailleurs, que rien ne saurait être décidé concernant la Libye sans l'Algérie. Se disant inquiet quant aux "très mauvais signes" dans ce pays, M. Tebboune a averti que "si le feu n'est pas éteint, il ravagera toute la Libye, les pays voisins et non voisins".

"La Libye est à quelques kilomètres de l'Italie, c'est pourquoi ce pays partage notre vision à cent pour cent", a-t-il précisé à ce propos. Après avoir rappelé que l'Algérie ne soutient aucune partie en Libye et dont la seule motivation était le soutien du peuple libyen, M. Tebboune a affirmé que "les solutions existent et je les ai exposées aux envoyés spéciaux des présidents qui ont fait le déplacement à Alger". "La solution c'est un Conseil national provisoire et une Armée nationale provisoire pour constituer un Gouvernement provisoire pour ensuite entrer dans la légitimité électorale", a expliqué le Président Tebboune.



bonne. "Nous étions très proche d'une solution à la crise libyenne, mais on nous a pas laissé faire car pour certains si l'Algérie parvenait à régler la crise libyenne cela la propulserait au-devant de la scène internationale et serait alors un pays +dangereux+, en sus d'autres calculs géopolitiques", a-t-il poursuivi.

Il a évoqué, dans ce sens, le refus de la désignation du diplomate algérien Ramtane Lamamra en tant qu'envoyé pour la Libye, estimant que ce dernier aurait pu parvenir à un règlement de la crise libyenne.

Les tribus libyennes favorables toutes à une solution algérienne

Réaffirmant que le cœur et la voix de l'Algérie étaient avec la Libye et qu'elle n'hésiterait pas à l'aider, le Président Tebboune a assuré encore une fois que "l'Algérie n'avait aucune arrière-pensée économique ou géopolitique et ne recherchait ni influence ni autre chose". "Nous n'avons fait entrer aucune balle en Libye mais plutôt des aides et des médicaments", a-t-il poursuivi. "C'est pour moi cela le véritable voisinage", a déclaré le Président Tebboune, exprimant le vœu de voir les Libyens revenir au bon sens et à la sagesse.

Le Président Tebboune a indiqué

que "l'histoire finira par s'imposer car aucune crise n'a été résolue par les armes et tout le monde finit par se retrouver autour de la même table, alors autant la faire maintenant que plus tard en Libye", affirmant que toutes les tribus libyennes sont favorables à une solution algérienne.

Déplorant "les graves dérives" en Libye, le président de la République a réitéré que "l'Algérie n'abandonnera pas ce pays", assurant que "de par notre intégrité et notre impartialité, nous sommes en mesure de solutionner le problème libyen". "La médiation algérienne est sollicitée partout dans le monde, a-t-il ajouté.

Concernant le dossier libyen toujours, M. Tebboune a évoqué la Conférence de Berlin, s'étonnant que "3000 tonnes d'armes ont été introduites en Libye deux mois après cette rencontre". Il s'est interrogé, à ce propos, "si c'est la stabilité de la Libye qui n'est pas souhaitée ou si c'est l'Algérie qui est ciblée?". "Qu'on laisse les Libyens régler leur problème et nous sommes disposés à les aider...c'est vrai que notre doctrine est que notre Armée ne sort pas au-delà des frontières mais techniquement, nous pouvons apporter aide et assistance, notamment en matière d'organisation", a ajouté le président de la République".

MALI

Le parti de la majorité RPM arrive en tête des législatives

Le Rassemblement pour le Mali (RPM), majoritaire, est sorti vainqueur des législatives organisées le 29 mars et le 19 avril, avec 51 sièges sur les 147 de l'Assemblée nationale, a indiqué jeudi la Cour constitutionnelle du Mali en proclamant les résultats définitifs.

Le RPM, parti présidentiel, est ainsi en tête devant l'Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice (ADEMA-PASJ) qui a obtenu 22 députés. Le RPM doit composer avec ses alliés pour doter le président de la République d'une majorité confortable au parlement qui doit valider d'importantes réformes politiques et institutionnelles dans les mois à venir, notamment la révision constitutionnelle.

L'Union pour la république et la démocratie (URD) de Soumaila Cissé arrive troisième avec au moins 15 sièges. M. Cissé, en-



levé depuis le 25 mars lors de sa campagne pour le premier tour, et toujours au moins de ses rivaux, a néanmoins été réélu dès le premier tour à Niafunké (Tombouctou), dans le nord du pays.

Selon la Cour constitutionnelle du Mali, 2.358.909 électeurs

ont voté à ce second tour, soit un taux de participation de 35,25%. Après la proclamation des résultats, des manifestations de protestation ont eu lieu dans la capitale et dans certaines localités du pays, pour contester les rectifications apportées par la juridiction.

COVID-19 EN TANZANIE

L'opposition demande à ses élus de ne plus aller au Parlement

Le principal parti d'opposition de Tanzanie a demandé à ses élus de ne plus participer aux sessions parlementaires après la mort de trois députés en 11 jours, accusant le gouvernement de cacher l'ampleur de l'épidémie de coronavirus dans le pays. Freeman Mbowe, président du parti Chadema, a laissé entendre que les trois députés étaient morts de la maladie Covid-19, le gouvernement s'étant contenté d'annoncer leur décès sans en préciser la cause.

"Nous regrettons de continuer à apprendre la mort de députés et d'autres Tanzaniens provoquée par le Covid-19", a affirmé M. Mbowe dans un communiqué publié vendredi.

Le même jour, le ministre tanzanien des Affaires constitutionnelles et juridiques, Augustine Mahiga, également député, a été le dernier élu en date à mourir à l'âge de 74 ans, sans explication officielle sur les causes de sa mort.

Le mois dernier, le Parlement avait annoncé qu'un de ses députés avait été testé positif au coronavirus, sans en donner le nom. Le chef du Chadema a appelé le Parlement à suspendre ses travaux pour au moins 21 jours et à tester tous les élus et leurs familles.

"Nous croyons que des mesures plus strictes sont nécessaires pour protéger les députés et plus largement les Tanzaniens", a estimé M. Mbowe. "Comme les autorités doivent encore prendre des décisions, nous souhaitons (en attendant) que nos députés soient en sécurité en se confinant immédiatement", a-t-il ajouté. Mercredi, le gouvernement avait annoncé 480 cas de coronavirus en Tanzanie, dont 16 mortels, le seul bilan en neuf jours. Le ministre de la Santé annonçait des bilans réguliers jusqu'à ce que le président John Magufuli déclare le 22 avril qu'ils provoquaient "la panique" dans la population.

AFGHANISTAN-OTAN L'Otan restreint la publication de données sur les attaques talibanes

La mission de l'Otan en Afghanistan, dirigée par les Etats-Unis, ne publie plus de données sur les attaques talibanes, a regretté vendredi un rapport officiel américain, ce qui limite la compréhension de l'évolution du conflit au moment où Washington réduit sa présence militaire.

"Ce trimestre, RS (Resolute Support, le nom de cette mission, ndr) a pour la première fois restreint la diffusion publique de toutes les données sur les attaques lancées par l'ennemi", observe le Bureau de l'inspecteur général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan (Sigar, qui dépend du Congrès), dont les rapports sont souvent fort critiques.

Ces chiffres étaient l'un des derniers paramètres que le Sigar pouvait utiliser pour rendre compte publiquement de la situation sécuritaire en Afghanistan", ajoute-t-il.

En 2018, le Pentagone avait déjà interdit au Sigar de publier le nombre de districts contrôlés par les rebelles et la proportion de la population afghane se trouvant plus ou moins sous leur autorité, alors que la mainmise du gouvernement afghan sur son pays ne cessait de baisser. Kaboul avait également demandé de classer les pertes humaines subies par ses forces de sécurité, autre indicateur important. Cette nouvelle restriction

à l'information intervient alors que les Etats-Unis ont signé le 29 février à Doha un accord avec les talibans dans lequel ils s'engagent à un retrait de l'ensemble des troupes étrangères du pays sous quatorze mois en échange de vagues garanties des insurgés, dont la tenue de discussions avec Kaboul qui semblent encore très éloignées. Si Washington a réussi à imposer une trêve de neuf jours aux rebelles à l'occasion de la signature de l'accord, les violences ont repris de plus belle quelques jours plus tard, une tendance qualifiée d'"inquiétante" par l'ONU lundi. "Entre le 1er et le 31 mars, les talibans se sont abstenus d'attaquer les forces de la coalition. Mais ils ont augmenté les attaques contre les forces afghanes à des niveaux supérieurs aux normes saisonnières", a sobrement commenté RS, selon le rapport. Un porte-parole du Pentagone a justifié la décision de cesser de publier ces chiffres par le fait que les négociations avec les talibans se



poursuivent. "Nous progressons vers une solution et une amélioration pour l'Afghanistan et partager cette information ne ferait pas avancer les choses", a indiqué Jonathan Hoffman au cours d'une conférence de presse.

"Nous ne sommes pas satisfaits du niveau de violence en Afghanistan", a ajouté le porte-parole. Le niveau des attaques des talibans contre les forces afghanes "n'est pas propice à une solution diplomatique". Les Etats-Unis, qui

veulent mettre un terme à la guerre la plus longue de leur histoire, sont arrivés en Afghanistan à la tête d'une coalition internationale fin 2001, après les attentats du 11-Septembre sur leur sol. Ils y ont chassé les talibans du pouvoir mais n'ont ensuite jamais réussi à les vaincre.

Sur le terrain. Après plus de 18 ans de conflit, le président Donald Trump ne cesse de répéter qu'il veut rapatrier au plus vite l'ensemble des troupes américaines.

ACCIDENT D'HELICOPTÈRE DE L'OTAN Les 5 disparus présumés morts (Ottawa)

Les cinq militaires canadiens portés disparus au large de la Grèce après l'accident d'un hélicoptère mercredi lors d'une mission de l'Otan sont désormais "présumés décédés", a annoncé vendredi le ministre canadien de la Défense.

Les opérations de recherche de l'Otan menées depuis mercredi "ont officiellement fait place à une mission de recherche et récupération", après l'accident de l'hélicoptère CH-148, a précisé le ministre.

Le corps d'une militaire canadienne de 23 ans avait été retrouvé peu après l'accident. "Les cinq autres militaires manquant à l'appel et qui se trouvaient à bord de l'hélicoptère sont maintenant officiellement portés disparus et présumés décédés", ajoute le communiqué. "D'autres restes ont été trouvés au cours des recherches, mais il est impossible de les identifier pour le moment". L'appareil, un Cyclone Sikorsky CH-148 récemment acquis par l'armée canadienne, revenait vers la frégate canadienne Fredericton à l'issue d'une mission d'entraînement lorsque le contact a été perdu, mercredi peu avant 19h00 locales.

Des recherches maritimes et aériennes ont été menées depuis lors en partenariat avec l'Italie, la Grèce, les Etats-Unis et la Turquie. "Nos alliés de l'Otan poursuivront leurs efforts de récupération sur les lieux de l'accident alors que le NCSM Fredericton se dirigera vers l'Italie, où il devrait accoster dans la matinée du 2 mai prochain, heure locale", précise le ministre canadien.

Le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, avait annoncé jeudi que les boîtes noires de l'hélicoptère avaient été récupérées et allaient être analysées au Canada. La cause de l'accident est "inconnue", avait-il précisé.

La frégate et l'hélicoptère étaient déployés depuis le 20 janvier dans le cadre de l'opération "Reassurance", qui vise à dissuader la Russie de toute intervention dans les pays d'Europe centrale et de l'est.

CRISE EN AFGHANISTAN

Accord provisoire" entre le président et son rival

Le président afghan Ashraf Ghani et son rival à la dernière présidentielle Abdullah Abdullah, ont abouti à un "accord provisoire" après des mois de querelle, a annoncé vendredi l'ancien chef de l'exécutif afghan.

"Nous avons fait des progrès dans les négociations et nous sommes parvenus à un accord provisoire", a déclaré M. Abdullah sur Twitter. "Le travail sur les détails est en cours pour finaliser l'accord." Début mars, les deux hommes s'étaient déclarés présidents le même jour au même endroit, plongeant le pays dans une crise institutionnelle. Mais seul Ashraf Ghani, officiellement vainqueur avec 50,64% des votes à la présidentielle, a été reconnu par la communauté internationale.

Les résultats définitifs de la présidentielle de septembre n'avaient été annoncés

qu'en février, en raison notamment du dépôt par les candidats de 16.500 plaintes pour irrégularités. Abdullah Abdullah, qui n'a réuni que 39,52% des suffrages, avait qualifié ces résultats de "trahison nationale". "Nous espérons finaliser l'accord politique au plus tôt afin de pouvoir accorder toute notre attention à la lutte contre la pandémie de Covid-19, à la garantie d'une paix juste, digne et durable (...) dans un esprit d'unité nationale et de solidarité", a-t-il encore tweeté. Le bureau d'Ashraf Ghani n'a fait aucun commentaire. Jeudi, son deuxième vice-président, Sarwar Danish, avait toutefois indiqué que l'ex-chef de l'exécutif dirigerait le conseil de paix afghan.

"Des efforts sont en cours pour finaliser un accord avec le Dr Abdullah" dans le cadre d'un gouvernement d'union nationale qui se verrait renommé "gouver-

nement de participation nationale", avait-il ajouté. Selon un cadre gouvernemental, Abdullah Abdullah a fait une offre à plusieurs volets à Ashraf Ghani, dans laquelle il se verrait diriger d'éventuels pourparlers de paix avec les talibans, alors que la moitié des postes gouvernementaux reviendrait à ses alliés.

Ce conflit institutionnel est intervenu au pire moment, alors que les insurgés intensifient leurs attaques contre les forces afghanes malgré la signature fin février d'un accord avec les Etats-Unis portant sur le départ de toutes les troupes étrangères du pays sous quatorze mois.

L'Afghanistan fait aussi face à une aggravation de l'épidémie de nouveau coronavirus, qui pourrait devenir "un désastre sanitaire dans les prochains mois", selon un rapport américain paru vendredi.

CORÉE DU NORD

Kim Jong Un réapparaît en public après trois semaines

Kim Jong Un a participé à l'inauguration d'une usine d'engrais vendredi, a indiqué l'agence de presse KCNA, le média officiel faisant part de la première apparition publique du dirigeant nord-coréen après des semaines de rumeurs sur sa santé.

"Le dirigeant suprême Kim Jong Un coupe le ruban pour l'inauguration de l'usine d'engrais phosphatés de Sunchon", indique une dépêche de KCNA. Il "a assisté à la cérémonie", et "tous les participants ont lancé des hurrah!" quand il est apparu, a-t-elle ajouté. Kim a également visité l'usine, et a été "informé sur le processus de production", a encore indiqué KCNA.

Le leader nord-coréen n'était pas apparu en public depuis qu'il avait présidé une réunion du Politburo le 11 avril. Le lendemain, les médias officiels avaient affirmé qu'il inspectait des avions de chasse sur une base militaire. Les inter-



rogations sur l'état de santé de Kim Jong Un se sont multipliées depuis son absence remarquée aux célébrations du 15 avril. Cette journée est la plus importante du calendrier politique nord-coréen car tout le pays commémore alors la naissance

du fondateur du régime, Kim Il Sung, son grand-père. Minimisant les rumeurs, le conseiller spécial à la sécurité nationale du président sud-coréen Moon Jae-in avait assuré le 26 avril que Kim Jong Un était "vivant et en bonne santé".

MALAISIE La Malaisie autorise la réouverture des entreprises la semaine prochaine

La Malaisie va autoriser la plupart des entreprises à rouvrir la semaine prochaine, a annoncé vendredi le Premier ministre Muhyiddin Yassin, signalant un allègement du confinement après un ralentissement de l'épidémie de coronavirus dans le pays.

A partir de lundi, "presque tous les secteurs économiques et les activités commerciales seront autorisés à reprendre dans certaines conditions", a-t-il indiqué.

Les entreprises doivent notamment s'assurer que les distances soient respectées entre les employés, a insisté le Premier ministre au cours d'un discours télévisé.

Le pays d'Asie du Sud-Est a décrété à la mi-mars la fermeture de toutes les entreprises non essentielles, ainsi que des écoles, et a demandé aux habitants de rester chez eux alors que le nombre de cas de Covid-19 était en forte augmentation. Ces dernières semaines, le rythme de détection de nouveaux cas a décliné, avec moins de 100 nouvelles personnes testées positives la plupart des jours. Au total, le pays a enregistré quelque 6.000 cas d'infections et une centaine de morts du virus covid-19. Le Premier ministre a estimé é le coût économique du confinement à environ 63 milliards de ringgits (14 milliards de dollars).

Pour l'instant, les écoles resteront fermées ainsi que certains établissements, comme les cinémas, où le public est concentré et qui posent encore un trop grand risque sanitaire.

Les mosquées de ce pays à majorité musulman restent, également, fermées et les Malaisiens ne sont pas non plus autorisés à voyager pour rejoindre leurs proches dans leur ville d'origine, comme de coutume, pour la fête de l'Aïd.

USA/ÉNERGIE

Trump interdit l'utilisation d'équipements de réseau électrique étrangers au nom de la sécurité nationale

Le président américain Donald Trump a signé vendredi un décret visant à interdire l'importation et l'utilisation de certains équipements électriques dans le but de "sécuriser le système de production et de transport d'électricité du pays".

"Les adversaires étrangers créent et exploitent de plus en plus de vulnérabilités dans le système de production et de transport d'électricité des Etats-Unis", indique-t-il dans le décret, tandis que "l'approvisionnement illimité depuis l'étranger d'équipements de système de production et de transport d'électricité constitue une menace extraordinaire pour la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie des Etats-Unis".

Le texte interdit donc tout achat à l'étranger d'équipements présentant un risque pour la sécurité nationale, plaçant ainsi sous d'éventuelles restrictions les réacteurs, les condensateurs, les transformateurs, les générateurs et autres.

Il autorise à cette fin le ministre de l'Energie, Dan Brouillette, à prendre toutes les mesures appropriées pour mettre fin aux



transactions en cours et futures. Ce dernier a d'ailleurs salué cette décision.

"Ce décret réduira considérablement la capacité des adversaires étrangers à cibler nos infrastructures électriques critiques", a-t-il dit dans un communiqué. "Il est impératif que le système de production et de transport d'électricité soit pro-

tégé contre toute exploitation et attaque de la part de menaces étrangères".

Le texte établit également un nouveau groupe de travail sur les politiques fédérales de marchés publics en matière d'infrastructures énergétiques afin de garantir que les considérations de sécurité nationale soient pleinement intégrées dans l'éla-

laboration des politiques gouvernementales en matière de sécurité énergétique et de cybersécurité. L'administration Trump a souvent cité des préoccupations de sécurité nationale pour limiter les activités économiques ou la coopération, ce qui a conduit à des accusations de protectionnisme.

APS

USA

Le patron d'Amazon invité à venir s'expliquer devant le Congrès



Le patron et fondateur d'Amazon, Jeff Bezos a été invité à s'expliquer devant le Congrès américain sur les pratiques du géant mondial du commerce en ligne, régulièrement accusé de techniques anti-concurrentielles.

Dans une lettre à celui qui a encore conforté sa position d'homme le plus riche du monde pendant la pandémie, où Amazon joue un rôle central à cause du bond des livraisons au domicile de populations confinées, les présidents de la Commission judiciaire et de la sous-commission à la concurrence de la Chambre des représentants s'inquiètent de la manière dont Amazon profiterait de données accumulées sur les vendeurs tiers de son site pour favoriser ses produits

maison. La lettre des élus se réfère à un article du Wall Street Journal du 23 avril qui affirmait que l'entreprise utilisait des données sensibles des vendeurs tiers, qui profitent de la plateforme pour vendre leurs produits, pour développer ses propres produits. Des informations qui contredisent des "affirmations orales et écrites sous serment au cours d'une audition du 16 juillet 2019", accuse la lettre. Le directeur juridique d'Amazon, Nate Sutto n'avait alors démenti qu'Amazon se livrait à ce genre de pratiques.

Les élus, qui pour l'instant demandent à M. Bezos de se présenter volontairement menacé de le convoquer formellement s'il n'obtempère pas. Amazon n'a pas commenté dans l'immédiat.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA : LAGHOUAT
DAIRA : GUEL TET SIDI SAAD
COMMUNE : AIN SIDI ALI

Code fiscal n° : 096303110065248

Avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°01/2020

Le président de l'assemblée populaire communal de Ain Sidi Ali lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour l'opération:

- Travaux De Réhabilitation Des Voiries Suivant : Dédouble Voies de l'entrée de la ville du raoudha et chouhada au mosquée sold ben zaid & rue chehafi lazharri sur distance 2000 M L.
- Travaux De Réhabilitation Des Voiries Suivant: rue zakhruf menad ,touati rabah,nadji ahmed , korribi mokhtar, baghdadi kadda, kerkouf boularbah ,zergouli messoud & rue kerkouf moulay etayeb sur distance 2100 M L.

Les entreprises qualifiées et intéressées sont convoquées à retirer les cahiers de charge auprès du bureau de Secrétaire Général de la commune contre le paiement de 3.000,00 DA AU Premier étage

Conformément à l'article 67 du décret présidentiel n°15/247 du 16/09/2013 portant la réglementation des marchés publics et délégations de service public, le dossier de l'offre est constitué en trois (03) Dossiers distinctes :

- Un dossier candidature .- Un dossier offre technique .- Un dossier offre financière ,

1- Dossier de candidature contient :

- Une déclaration de candidature remplie et signée
- Une déclaration de probité, remplie et signée
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- Capacités professionnelles : copie du certificat de qualification et de classification catégorie 03et plus travaux public principal .
- Capacités financières : les bilans comptables indiquant les Différents financiers des 03 dernières années vus par les services des Impôts références bancaires.
- Capacités techniques : liste des moyens humains et matériels. (Liste moyens humain justifié par CNAS+tev et diplôme moyens matériels justifiés par carte grise, et leur assurances),
- les références professionnelles (justifiées par des attestation de bonne exécution).

2- Dossier L'offre technique contient :

- Une déclaration à souscrire remplie et signée (selon modèle ci-joint ni nature),
- Tout document permettant d'évaluer l'offre technique : mémoire technique justificatif et tout autre document
- Casier judiciaire récent
- Planning des travaux initiale et délai de réalisation,
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (LU ET ACCEPTE).

3- L'offre Financière :

- la lettre de soumission remplie et signée;(selon modèle ci-joint ni nature),
- le bordereau des prix unitaires (BPU), remplie et signée
- le détail quantitatif et estimatif (DQE), remplie et signée
- La décomposition du prix global et forfaitaire

* Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont obligatoire insérer dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, l'objet d'avis d'appel d'offre ainsi que la mention selon le cas , ces enveloppes sont mise dans une enveloppe cachetée , anonyme et comportant la mention :

« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et évaluation des offres » APPEL D'OFFRE N°/2020. APPEL D'OFFRE deA président de L' APC commune de ain sidi ali.

- Les offres sont déposées au du bureau de secrétariat de Le Président L'APC de AIN SIDI ALI.
- Le délai de dépôt des offres fixé à 15 jours de la première parution du présent avis dans la presse nationale à Partir à 14 H 00 est à 14 H 30 L'ouverture des plis techniques et financiers aura le jour fixé à l'ARTI1 déposées les offres et l'ART 12 ouverture des plis du cahier de charge .
- Les entrepreneurs sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis qui se tiendra au siège de la commune
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 105 jours.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

WILAYA DE SETIF

DIRECTION DE L'URBANISME DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION
RUE DU 17 OCTOBRE 1961 SETIF
Nif : 000 219 015 007 451 Téléphone 036.53.34.82

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° /2020

- La Direction de l'urbanisme de l'architecture et de la Construction de la Wilaya de Sétif lance un Avis d'Appel d'offres Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales Pour la Réalisation Des Travaux D'amélioration Urbaine de la Cité 130 Logements Kaaboub Sétif

lot : Assainissements Extérieure Voirie et Trottoirs et Aménagement et éclairage public

Peuvent participer les entreprises ou le groupe d'entreprises ayant un certificat de qualification en cours de validité:

- Catégorie Quatre (04) et plus qualifiée en travaux public comme activité principale.
- Réalisant un projet ou plus dont travaux similaires : (Voirie)

- Ayant une moyenne du chiffre d'affaire des 03 dernières années (2016-2017-2018-) égale ou supérieure à 10.000.000,00 DA

- Le Dossier de Soumission est à retirer auprès de la Direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction de la wilaya de Sétif: sise avenue 17 octobre 1961 Sétif (Gratuit).

- Les offres doivent être présenter conformément au cahier des charges comportant un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière insérés dans des enveloppes séparées et cachetées indiquant la mention « dossier de candidature » ou « offre technique » ou « offre financière ».

Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme ; adressées A Monsieur Le Directeur de l'urbanisme de l'architecture et de la Construction de la Wilaya de Sétif, comportant la mention:

« A N'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres » Avis D'appel D'offre ouvert avec exigence de capacités minimales N° /2020, projet : , lotissement :

Accompagné des pièces suivantes :

B- La première dite Le dossier de candidatures contient :

- > une déclaration de candidature, remplie, signée, cachetée et datée
- > Une déclaration de sous-traitant, remplie, signée, cachetée et datée
- > Les statuts pour les sociétés
- > Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise
- > Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats ou de soumissionnaires ou des sous-traitant.
- > Capacités Professionnelles: Copie de certificat de qualification en cours de validité
- > Capacités Financières : Copie de Bilans financiers d'exercice des 03 dernières années (2016-2017-2018)

ou Attestation délivrée par les services des impôts indiquant le chiffre d'affaire: références bancaires.

> **Capacités Techniques** : Copie de liste des moyens humains à utiliser pour le projet justifié par certificat de mise à jour en cours de validité + attestation d'affiliation au niveau de la CNAS+ attestation dans la spécialité pour les cadres ou les contrats des prés emplois en cours de validité délivrées par les services d'emplois.

- Copie de Liste des moyens matériels dument justifiée par un PV d'un Huissier de justice ou rapport d'expertise validité ne dépassant pas une année le jour d'ouverture des plis pour le matériel non assujéti à l'obligation d'immatriculation, présentation des cartes grises - police d'assurance en cours de validité le jour d'ouverture des plis pour le matériel roulant assujéti à l'obligation d'immatriculation- contrat de location notarié en cours de validité.

- Copie de Références professionnelles dument justifiées (attestation de bonne exécution relative aux principaux travaux similaires réalisés pour (voirie) délivrés par les maîtres d'ouvrage du secteur public ou entreprises économiques publique.

B- la seconde dite « offre technique » contenant :

- une déclaration à souscrire remplie, signée, cachetée et datée
- Tous documents permettant d'évaluer l'offre technique (mémoire technique justificatif)
- Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté » signé et cacheté.
- Planning de réalisation

B- la Troisième dite « offre financière » contenant :

- La lettre de soumission remplie, signée, cachetée et datée.
- BPU dument rempli, signé et cacheté
- Devis Quantitatif et Estimatif dument remplis, signé et cacheté

- La durée de préparation des offres est fixée à quinze (15) jours à partir de la 1ere parution du présent avis dans les Journaux Nationaux ou le BOMOP.

- Les offres seront déposés au niveau de la direction de l'urbanisme de l'architecture et de la construction de la wilaya de Sétif service de l'administration et des moyens, sise : Rue du 17 octobre 1961 Sétif, au dernier jour de la durée de préparation des offres de (08:00H jusqu'à 14:00H) et l'ouverture des plis sera le même jour à 14:00 H, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, le dépôt des offres sera prorogé jusqu'au jour ouvrable suivant de (8:00 H à 14:00 H) et l'ouverture des plis sera le même jour à 14H00.
- Validité des offres -15 jours- 03 mois
- Le Service Contractant se réserve le droit de proroger le délai de préparation des offres pour motifs ou circonstances exceptionnelles.
- Les soumissionnaires peuvent assister à la séance de l'ouverture des plis.

TAMAZIGHT

20 titres nouvellement coédités (Hca)

Une vingtaine de titres en langue amazighe et sur Tamazight ont été édités par le Haut-Commissariat à l'Amazighité (Hca) en partenariat avec l'éditeur public 'Enag (Entreprise nationale des arts graphiques), a indiqué le Hca.

Les actes de colloques et rencontres organisées par le Hca, et les oeuvres d'auteurs ou de traducteurs « dont le contenu est approuvé » par l'institution chargée de la réhabilitation et de la promotion de la langue amazighe, a détaillé le SG du Hca, sont prises en charge à la faveur de ce partenariat éditorial. Par ailleurs, la « prise en compte réglementaire de la propriété intellectuelle » des auteurs en garantissant les droits de l'auteur par l'Enag, préalablement définis dans un contrat-type liant l'éditeur et l'auteur, constitue un aspect important de cette collaboration, estime Hachemi As-

sad. Les droits du traducteur sont également pris en charge par l'éditeur et notifiés dans un contrat-type entre l'éditeur et le traducteur dans le cas où l'ouvrage est une traduction de ou vers Tamazight, indique encore le SG du Hca. La plus grande avancée réalisée grâce à cette coédition est le « renoncement définitif à la gratuité du livre en Tamazight », qui bénéficiera ainsi du large réseau de distribution de l'Enag, apte à propulser la commercialisation de ces ouvrages à l'échelle nationale, s'est félicité Hachemi Assad. Le programme éditorial du Hca repose sur une thématique diversifiée



recouvrant des disciplines aussi éloignées que la lexicographie, l'histoire, la littérature, tous genres confondus,

ainsi que les actes de colloques sur les problématiques liées à la langue, la culture et la civilisation amazighes.

NIGÉRIA

Décès de Tony Allen, pionnier de l'afrobeat

Le musicien nigérian Tony Allen, batteur et créateur de l'afrobeat aux côtés de son compatriote Fela Kuti, est décédé jeudi à Paris à 79 ans, a indiqué son manager.

« On ne connaît pas exactement la cause du décès », a indiqué Eric Trosset, tout en précisant qu'il n'a pas été emporté par le virus Covid-19. « Il était en pleine forme, c'était assez soudain. Je lui ai parlé à 13H00 puis deux heures plus tard il était pris d'un malaise et a été transporté à l'hôpital Pompidou où il est décédé », a précisé l'agent.

La star vivait à Courbevoie, près de Paris. Tony Allen fut dans les années 60 et 70 le batteur et le directeur musical de son compatriote Fela Kuti, avec qui il créa l'afrobeat, genre à part entière, musique hypnotique et répétitive mêlant le style highlife, la polyrythmie yoruba, le jazz, le funk et qui devint un des courants fondamentaux de la musique africaine du XXe siècle.

Sur cette musique puissante, Fela greffera ses paroles révolutionnaires et panafricanistes qui feront de lui un des symboles les plus forts de la lutte



pour les libertés en Afrique. Avec Fela et le groupe Africa 70, il va enregistrer une quarantaine d'albums, avant que les chemins des deux complices ne se séparent après 26 ans de collaboration.

Sa rythmique était si intense qu'à son départ, Fela a eu besoin de quatre batteurs pour le remplacer. Le musicien britannique Brian Eno avait qualifié Tony Allen de « meilleur batteur qui ait jamais vécu ». Autodidacte, il avait com-

mencé à jouer à l'âge de 18 ans et s'est nourri des musiques de Dizzy Gillespie et de Charlie Parker de même que des musiques africaines contemporaines.

Il était toujours prisé des artisans des musiques actuelles. Il assurait la batterie de The Good, The Bad and The Queen, un des projets de Damon Albarn, ex-leader de Blur. En France, il avait participé au morceau de Sébastien Tellier « La Ritournelle ».

MEXIQUE/MUSIQUE/ÉPIDÉMIE/DÉCÈS
Le chanteur et compositeur mexicain Oscar Chavez est mort du Covid 19

Le chanteur, acteur et compositeur mexicain Oscar Chavez, connu pour son engagement social et politique, est mort jeudi à Mexico après avoir présenté des symptômes d'infection au Covid-19.

Le secrétariat à la Santé a confirmé le décès de l'artiste. Oscar Chavez, 85 ans, avait été admis mercredi dans un hôpital public de la capitale mexicaine après avoir présenté des symptômes de la maladie, selon un communiqué de sa maison de disques.

Considéré comme un des principaux représentants du style appelé Canto Nuevo au Mexique, Oscar Chavez a accompagné par ses chansons le mouvement étudiant mexicain de 1968 et l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans les années 90.

Tout au long de sa carrière, il n'avait jamais renoncé à son engagement politique à gauche. « Avec les changements des politiques, des personnalités, des pouvoirs des médias qui sont toujours plus monstrueux, on est toujours en lutte », déclarait-il lors d'une interview en 2019, jeudi matin, lors

de sa conférence de presse quotidienne. Le président mexicain Andrés Manuel López Obrador avait adressé son salut à Oscar Chavez et lui avait souhaité un prompt rétablissement.

En 2019, le secrétariat à la Culture de la capitale avait déclaré Chavez Patrimoine culturel vivant du Mexique pour son oeuvre de collecte et de diffusion des anciennes chansons mexicaines de la première moitié du XXe siècle.

« Hasta siempre Oscar Chavez », a écrit sur Twitter la maire de Mexico, Claudia Sheinbaum, à l'annonce de décès. « De nombreux souvenirs continueront à nous accompagner. Nous avons grandi en écoutant tes chansons toujours proches des mouvements sociaux ».

Oscar Chavez était né le 20 mars 1935 à Mexico. Après des études notamment théâtrales, il avait connu le succès avec sa participation dans le film « Los Caifanes » (1967) de Juan Ibañez, considéré comme emblématique du cinéma indépendant mexicain. Il a enregistré plus de 25 albums.

USA

La vedette pop Madonna se pense immunisée contre le nouveau coronavirus

L'icône pop américaine Madonna a annoncé vendredi sur les réseaux sociaux qu'elle avait été testée positive aux anticorps COVID-19, laissant entendre qu'elle était désormais immunisée contre la maladie. Toutefois, des experts médicaux ont assuré que la présence d'anticorps n'était pas synonyme d'immunité. La chanteuse, compositrice et actrice de 61 ans a posté sur Instagram une vidéo dans le cadre de son « Journal de quarantaine » dans laquelle elle dit : « J'ai passé un test l'autre jour. J'ai découvert que j'avais les anticorps ».

« Alors demain, je vais faire une longue balade en voiture ... baisser la vitre et respirer l'air du COVID-19 », a-t-elle déclaré. Mais des médias locaux ont souligné que la présence d'anticorps révélée par un test signifi-



fait seulement que Madonna avait été infectée par le virus et que les études actuelles ne fournissaient pas suffisamment de preuves sur l'efficacité de l'immunité à médiation par anticorps pour garantir qu'elle ne serait pas infectée à nouveau.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment émis une mise en garde sur ce

FESTIVAL VIRTUEL DU FILM À DOMICILE D'ANNABA
"Al Oum" du syrien Nacif Chelche remporte l'arobase d'or

Le court-métrage syrien "Al Oum" de Nacif Chelche a remporté l'arobase d'or du Festival virtuel du film à domicile (Domum) d'Annaba, organisé sur l'Espace Bleu du 5 au 30 avril, a indiqué dans la soirée de vendredi à samedi, dans un communiqué, le chargé de communication de cet événement culturel, Hakim Djaboune.

L'arobase d'argent a été décrochée par le court-métrage "Coroniyat Chicou" de Lucia Filali du Koweït et celui de bronze est revenu à El-Hachemi Mestour et Mohamed Amine Bouzidi d'Algérie pour leur film, "Koulech yajouz", lors d'une cérémonie virtuelle de remise des prix organisée sur Facebook pour récompenser les meilleures productions.

Le prix du meilleur rôle féminin de ce festival virtuel du film à domicile a été remis à Djoumana Yousfi d'Algérie pour son rôle dans le film « Confinement au féminin » et le prix du meilleur rôle masculin pour Nasreddine Benrdjem pour son rôle dans "La Karma".

Le jury de ce festival virtuel, le premier du genre en Algérie a décerné le prix du rôle promoteur à Dahie Kabbi pour son rôle dans "Dépression", du public à l'algérien Wassim Gherradi pour "Cuarentina" et le prix du meilleur scénario pour "Al Oum" de Nacif Chelche.

La première édition du Festival du film à domicile, initiative artistique innovante en cette conjoncture sanitaire exceptionnelle a été organisée par l'association culturelle Lumière de la Méditerranée d'Annaba avec le concours de la direction de wilaya de la culture, du festival international du film amateur de Kélibia (Tunisie) et les Journées cinématographiques de Damas (Syrie) et en partenariat avec le Centre algérien de la cinématographie, a-t-on relevé. Pas moins de 56 courts-métrages de l'Algérie et sept autres pays, tournés à domicile en cette période de confinement imposé par la lutte contre le Covid-19 étaient en lice dans ce festival culturel innovant qui a reçu de "bon écho" auprès des passionnés du 7e art et des familles de l'intérieur et de l'extérieur du pays, souligne-t-on. Des formations sur les métiers du cinéma ont ponctué les journées Festival virtuel du film à domicile (Domum) d'Annaba, marquées également une interaction et accompagnement techniques des amateurs du 7e art.

point : « En date du 24 avril 2020, aucune étude n'a pu déterminer si la présence d'anticorps contre le SRAS-CoV-2 (le virus qui provoque le COVID-19, NDLR) confère une immunité contre une infection ultérieure par ce virus chez l'homme ».

Le Centre américain pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC) a ajouté : « On ne

sait pas encore si les anticorps qui résultent de l'infection par le SRAS-CoV-2 peuvent protéger une personne contre une réinfection par ce virus ou combien de temps les anticorps au virus protégeront une personne ». Aussi, « jusqu'à ce qu'on en sache plus, continuez à prendre des mesures pour vous protéger et protéger les autres ».

TENNIS DE TABLE

La suspension des manifestations internationales prolongée jusqu'à fin juillet 2020

Le Comité exécutif de la Fédération internationale de tennis de table (ITTF) a décidé de prolonger la suspension des événements et activités de l'ITTF jusqu'à fin juillet 2020 à cause du coronavirus, a annoncé l'instance internationale sur son site officiel.

Selon la même source, la situation sanitaire "est surveillée de près" pour un éventuel redémarrage des événements de l'ITTF en août 2020.

Réuni vendredi pour décider de la suite à donner aux événements en raison du Covid-19, le Comité exécutif a également décidé d'annuler les tournois du World Veterans Tour (WVT) et Table Tennis X (TTX) pour le reste de 2020.

En revanche, une décision concernant le sort des Championnats du monde de tennis de table par équipes 2020 sera prise en juin prochain.

Enfin, il a été demandé à la direction de l'ITTF de trouver des moyens de réduire globalement les coûts de fonctionnement, y compris la nécessité d'une restructuration des ressources humaines afin de gérer les réalités financières de 2020.

CYCLISME

Les championnats d'Europe sur route reportés à 2021

Les championnats d'Europe de cyclisme sur route, prévus à Trente (Italie) du 9 au 13 septembre, ont été reportés en 2021 en raison de la pandémie, a annoncé samedi l'Union européenne de cyclisme (UEC).

Les organisateurs ont expliqué n'avoir "pas pour le moment les garanties nécessaires" au vu de "l'incertitude actuelle liée à la crise sanitaire".

"Un éventuel report dans le calendrier international, déjà révolutionné cette saison, aurait également compromis le niveau technique des championnats", a ajouté l'UEC.

Si les compétitions restent programmées à Trente (nord de l'Italie), le choix entre deux options de dates pour 2021, soit entre les 1er et 5 septembre soit entre les 8 et 12 septembre, sera annoncé dans les prochains mois, lors de la publication du calendrier 2021.

TENNIS

L'ITF présente des consignes sanitaires face au coronavirus

Jeux de balles différents pour chaque joueur, gants en latex pour les ramasseurs et changements de côté à l'opposé: la Fédération internationale de tennis (ITF) a présenté vendredi ses consignes sanitaires en vue d'un retour à la compétition quand les gouvernements nationaux le permettront.

"Ces directives permettent seulement d'atténuer le risque d'infection au Covid-19: elles ne peuvent pas l'éliminer", avertit l'ITF en soulignant que dans tous les cas les mesures nationales "prévaudront".

Parmi les "normes minimales" définies par la fédération internationale figurent en toute logique la suppression des "poignées de mains et autres formes de contact physique" mais l'ITF demande en outre à ce que les joueurs "change(nt) de côté en passant chacun du côté opposé du filet".

"Chaque joueur doit utiliser sa propre série de balles", ordonne également l'instance pour limiter les risques de transmission en proposant d'"identifier et marquer des balles différentes pour chaque joueur".

Toujours pour éviter la contamination via les balles, l'ITF enjoint les ramasseurs à "porter des gants en latex sur le court" et des masques hors de celui-ci.

En revanche, le jeu "en plein air" et "en simple uniquement" font partie d'une série de "normes recommandées" et non "minimales", tout comme les tests quotidiens. De même le huis clos n'est pas systématique mais l'instance appelle à "séparer les spectateurs (lorsqu'ils sont autorisés) d'au moins 2 mètres".

APS

RUGBY À XIII

Les New Zealand Warriors autorisés à se rendre de nouveau en Australie

Le championnat australien de rugby à XIII a effectué un pas supplémentaire vers une reprise de la saison fin mai avec l'autorisation accordée samedi aux New Zealand Warriors de se rendre de nouveau en Australie.

Le ministre australien de l'Intérieur Peter Dutton a confirmé que 36 joueurs et des membres de l'encadrement de la seule franchise néo-zélandaise du championnat - sur 16 équipes au total - ont bénéficié d'une dérogation à l'interdiction de voyager pour cause de nouveau coronavirus.

"C'est un heureux dénouement pour notre ligue de rugby et un pas de plus vers la reprise de la saison le 28 mai", a affirmé samedi le patron de la Fédération australienne de rugby à XIII Peter V'landys.

La saison de National Rugby League (NRL), championnat très suivi en Australie, avait été suspendue le 24 mars après seulement deux journées lorsque le gouvernement australien avait décidé d'interdire tous les rassemblements non essentiels afin de lutter contre



la pandémie de Covid-19.

Cela s'était traduit par d'importants manques à gagner pour les équipes en termes de billetterie et de droits TV.

"Ces dernières semaines, toutes les parties prenantes ont vécu des moments difficiles et souvent frustrants avec tant

de questions sur la table, mais aujourd'hui, tout s'est enfin mis en place", a réagi samedi Cameron George, directeur général des Warriors.

George a également expliqué que l'équipe néo-zélandaise avait reçu l'autorisation de s'entraîner en Australie et que les né-

gociations sur les salaires des joueurs ont abouti.

Les Warriors devraient atterrir dimanche dans la ville de Tamworth (Nouvelle-Galles du Sud), à plus de 400 km au nord de Sydney, et y rester en isolement durant quatorze jours, avant la reprise de la saison.

BASKETBALL

La NBA reporte la loterie préalable à sa Draft à cause du coronavirus

La NBA a annoncé vendredi le report de sa Draft Lottery ainsi que de la Draft Combine, initialement prévues en mai, deux étapes préalables à la Draft-2020 dont la tenue le 25 juin à Brooklyn est tout aussi menacée par le coronavirus.

"La Draft Lottery 2020 et la Draft Combine 2020, qui devaient toutes deux se dérouler les 19 et 21 mai à Chicago, sont reportées", a indiqué l'instance sans plus de précisions.

C'est lors de la Draft Lottery que les trente franchises connaissent leur classement pour choisir les meilleurs joueurs issus des universités américaines ou de l'étranger, censés renforcer leur effectif.

Ce classement dépend en partie

de celui qui aura été le leur au terme de la saison régulière à peine terminée.

Les 14 équipes qui ne se sont pas qualifiées pour les play-offs se voient ainsi attribuer les 14 premiers choix de la loterie.

Les seize autres les suivantes.

La franchise qui présente le pire bilan possède 250 chances sur 1000 (soit 25%) d'avoir le premier choix, avec une garantie d'hériter au pire du 4e choix si le hasard la dessert.

Celle pourvue du 14e bilan ne possède que 5% de chances d'avoir le premier choix.

Au classement figé du 11 mars, date à laquelle la NBA a suspendu sa saison régulière après le test

positif du Français Rudy Gobert (Utah), c'est Golden State qui a le plus de chance de bénéficier de ce premier choix, suivi par Cleveland et Minnesota.

L'autre événement reporté est la Draft Combine, moment auquel les futures joueurs et stars de la Ligue sont soumis à des tests techniques et physiques par les équipes.

La Draft-2020, au cours de laquelle chaque équipe doit sélectionner à tour de rôle un joueur, sur deux tours, est pour l'instant maintenue au 25 juin à Brooklyn, "bien que certaines sources s'attendent à ce qu'elle soit reportée", affirme ESPN.

TENNIS

Djokovic a songé à arrêter sa carrière en 2010

Le N.1 mondial Novak Djokovic a avoué avoir pensé arrêter le tennis en 2010, après un quart de finale perdu à Roland-Garros contre l'Autrichien Jürgen Melzer alors qu'il menait deux sets à zéro.

"Cette défaite a été très difficile pour moi sur le plan émotionnel. J'ai pleuré après avoir été mis KO.

C'était un mauvais moment, je voulais arrêter le tennis parce que je voyais tout en noir", a raconté Djokovic à Sky Sports Italia.

"J'avais gagné en Australie en 2008 (son premier tournoi du Grand Chelem, ndr), j'étais numéro trois mondial, mais je n'étais pas heureux", a-t-il dit.

Avec le temps, cette défaite a finalement été positive: "A partir de ce moment, je me suis senti libéré.

Ca a fait tomber la pression, j'ai commencé à jouer plus agressivement, c'était un tournant".

Un vrai tournant: en 2011, "Djoko" gagne trois tournois Grand Chelem et, aujourd'hui, il en compte 17, à deux longueurs de Nadal et trois du record absolu de Federer. Concernant la reprise de la compétition,



actuellement suspendue en raison du coronavirus, le Serbe a demandé "de la clarté dans le calendrier".

"Officiellement, (la re-

prise) c'est le 13 juillet, mais beaucoup disent que ce sera difficile de reprendre à cette date", a-t-il craint.

LIGUE 1 FRANÇAISE

Slimani et Delort dans la liste des 23 joueurs de la saison

Les deux attaquants internationaux algériens : Islam Slimani (AS Monaco) et Andy Delort (Montpellier), ont été retenus dans la liste des 23 meilleurs joueurs de la saison 2019-2020 de la Ligue 1 française de football, suspendue définitivement en raison de la pandémie de nouveaux coronavirus (Covid-19), dévoilée vendredi par le magazine France Football.



Auteurs de 9 buts chacun au cours de la saison, Slimani (31 ans) et Delort (28 ans) figurent parmi les remplaçants, en obtenant respectivement la note de 5,64 et 5,58. Ils sont les deux Algériens à figurer dans cette liste des 23, avec l'absence remarquée du défenseur de l'OGC Nice Youcef

Atal, opéré du ménisque en décembre, et dont la saison avait pris fin prématurément. Le onze type est composé de 5 joueurs du Paris SG, sacré champion de France, 3 du Stade Rennais, 2 du Stade de Reims, et 1 de l'AS Monaco.

Pour concocter cette équipe, FF s'est appuyé sur son habituel système de notation. En effet, comme chaque saison, la rédaction et ses correspondants attribuent des notes à chaque joueur qui évolue au moins 45 minutes dans chaque match de Ligue 1. FF a donc noté 279 rencontres du championnat de France avec un barème exigeant et précis.

Atal, opéré du ménisque en décembre, et dont la saison avait pris fin prématurément. Le onze type est composé de 5 joueurs du Paris SG, sacré champion de France, 3 du Stade Rennais, 2 du Stade de Reims, et 1 de l'AS Monaco.

Pour concocter cette équipe, FF s'est appuyé sur son habituel système de notation. En effet, comme chaque saison, la rédaction et ses correspondants attribuent des notes à chaque joueur qui évolue au moins 45 minutes dans chaque match de Ligue 1. FF a donc noté 279 rencontres du championnat de France avec un barème exigeant et précis.

Le onze type de la saison 2019-2020 :

Gardien de but :

Predrag Rajkovic (Reims) : 5,96

Défenseurs :

Hamari Traoré (Rennes) : 5,41, Thiago Silva (Paris-SG) : 5,75, Yunis Abdelhamid (Reims) : 5,64, Faitout Maouassa (Rennes) : 5,59

Milieux :

Marco Verratti (Paris-SG) : 6,00, Eduardo Camavinga (Rennes) : 6,13, Angel Di Maria (Paris-SG) : 6,17, Neymar Jr (Paris-SG) : 6,07

Attaquants : Kylian Mbappé (Paris-SG) : 6,35, Wissam Ben Yedder (Monaco) : 5,84

Remplaçants :

Steve Mandanda (Marseille, 5,92), Baptiste Santamaria (Angers, 5,71), Benjamin Bourigeaud (Rennes, 5,71), Renato Sanches (Lille, 5,69), Raphinha (Rennes, 5,68), Dimitri Payet (Marseille, 5,64), Islam Slimani (Monaco, 5,64), Idrissa Gueye (Paris-SG, 5,63), Victor Osimhen (Lille, 5,62), Ibrahima Diallo (Brest, 5,59), Andy Delort (Montpellier, 5,58), Benjamin André (Lille, 5,57).

LIGUE 1/MC ORAN

La direction du club crie à la "déstabilisation"

La direction du MC Oran a déploré samedi une "campagne de déstabilisation" dont elle fait l'objet, et à laquelle participent certains anciens joueurs du club.

"Certaines parties dans le club mènent une campagne de déstabilisation contre la direction, en dépit de la conjoncture difficile que nous traversons tous et qui nous oblige à faire preuve de solidarité pour endiguer ensemble la pandémie du coronavirus", a souligné la direction de la formation de Ligue 1 de football dans un communiqué que l'APS détient une copie.

La montée au créneau du directeur général du MCO, Si Tahar Cherif El Ouezani et ses assistants, fait suite à la multiplication des plaintes de la part d'anciens joueurs réclamant la régularisation de leur situation financière relative à leur passage dans le club sous l'ère des anciens présidents, Youcef Djebbari et Ahmed

Belhadj. "On se demande pourquoi ces joueurs n'ont pas réclamé leur argent à temps, et ont attendu notre arrivée à la tête du club, pour nous mettre les bâtons dans les roues", s'est interrogée la direction de la formation phare de la capitale de l'Ouest, estimant au passage les anciens joueurs concernés d'avoir pris "plus qu'ils méritent". A titre d'exemple, le communiqué a cité le joueur Rachid Ferahi, "qui n'a pris part qu'à quelques rencontres en raison de ses blessures à répétition, mais malgré cela, il a réclamé et pris la totalité de son argent".

Le directeur général, Cherif El Ouezani, a profité au passage pour rappeler qu'il était à son tour capable de saisir les instances concernées pour revendiquer son dû suite à son passage dans le club comme entraîneur en 2016, mais il ne l'a pas fait "pour ne pas enfoncer davantage la direction mouloudéenne en bute à des

problèmes financiers énormes". Faisant face à une crise financière aiguë depuis le début de cet exercice, les dirigeants du MCO ont été contraints d'apurer les dettes de plusieurs anciens joueurs pour éviter à leur club des sanctions de la part des instances footballistiques.

Cela s'est répercuté négativement sur la situation financière de l'actuel effectif, auquel la direction du club lui doit pas moins de six salaires, rappelle-t-on.

"Si nous nous sommes retrouvés en train de régulariser des situations antérieures relatives à d'anciens joueurs qui n'ont pas justifié sur le terrain l'argent qu'ils ont réclamé, c'est à cause de l'absence d'un règlement intérieur que nos prédécesseurs n'ont pas songé à établir pour fixer les droits et les obligations de chaque joueur et protéger en même temps les intérêts du club", a-t-on encore regretté.

La Fédération kenyane annonce la fin de saison, Gor Mahia sacré

La Fédération kenyane de football (FKF) a annoncé la fin de la saison 2019-2020 et déclaré Gor Mahia, club le plus titré du pays, champion pour la quatrième saison consécutive.

L'annonce a été faite par le président de la FKF, Nick Mwendwa, dans une série de tweets relayés samedi par les médias kenyans.

Elle intervient après l'ultimatum de la Confédération africaine de football qui a donné jusqu'au 5 mai aux dif-



férentes Fédérations pour décider de la reprise ou de l'arrêt

de leurs compétitions pour cause de pandémie de coro-

navirus. Le club Gor Mahia qui était en tête du Championnat avec 54 points après 23 journées et 5 matchs à jouer, représentera ainsi le pays lors de la prochaine édition de la Ligue des Champions africaine.

Réagissant à l'annonce par la FKF de la fin de la saison de football, la "Kenyan Premier League" (KPL), organisatrice des championnats, a dénoncé, dans un communiqué, "une décision unilatérale de la fédération".

ANGOLA

Annulation du championnat en raison du covid-19

Le championnat d'Angola de football de première division "Girabola2019/20" a été annulé, par consensus entre les 15 clubs en compétition, en raison de la pandémie du covid-19, rapporte l'agence de presse Angop.

La décision a été annoncée jeudi à l'issue d'une réunion entre les membres de la Fédération angolaise de football (FAF) et les responsables des clubs angolais, précise la même source.

Interrompu en mars dernier alors qu'il restait cinq journées, en raison de la pandémie qui sévit dans le monde, le championnat angolais était mené par Petro de Luanda (54 points) sacré désormais champion, devant Primeiro d'Agosto (51pts).

D'autre part, la Fédération angolaise de football (FAF) a annulé l'accession et la relégation et le championnat de la saison prochain se jouera avec les mêmes 15 équipes de cette saison.

PREMIER LEAGUE ANGLAISE

Sergio Agüero craint pour une éventuelle reprise du championnat

L'attaquant international argentin de Manchester City Sergio Agüero, n'a pas caché sa crainte concernant une possible reprise de la Premier League anglaise de football, suspendue depuis mi-mars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

"La majorité des joueurs ont peur car ils ont de la famille, des enfants, des bébés ou des parents. Moi j'ai peur, et je suis seulement avec ma compagne, je n'ai aucun contact avec d'autres personnes. Je reste chez moi tout le temps.

Tu peux contracter ce virus sans même le savoir, alors il faut faire attention", a prévenu l'Argentin pour l'émission sportive espagnole El Chiringuito.

Liverpool a dominé outrageusement le championnat depuis le début de la saison, devant Manchester City de l'aïlier international algérien Riyad Mahrez.

Man City qui compte un match en moins, accusent 25 points de retard sur les "Reds", à la recherche de leur premier titre depuis 30 ans.

Agüero (31 ans, 23 matchs et 16 buts en Premier League cette saison), qui a fait la Une des tabloïds anglais, revient sur l'appréhension du joueur, dont t le retour à l'entraînement, et pense que ses coéquipiers et lui seront "très nerveux" et "très prudents" au moment de se retrouver.

"Quand une personne sera malade, on va se demander 'Qu'est-ce qu'il se passe ici' J'espère qu'un vaccin sera trouvé rapidement", a notamment ajouté le coéquipiers de l'international algérien Riyad Mahrez.

La Premier League pourrait reprendre le 8 juin, à huis clos, et s'achever le 27 juillet, selon la presse britannique.

ALLEMAGNE Werner (Leipzig) préfère l'étranger au Bayern Munich

L'attaquant de Leipzig, Timo Werner, courtisé pour quitter son club pour une nouvelle aventure dès cet été, a décidé de faire carrière à l'étranger que de rejoindre le géant allemand, le Bayern Munich.

"Le Bayern est un grand club, il n'est pas inutile de le rappeler. Et Hansi Flick a prouvé cette saison qu'il était un très bon entraîneur. Mais si j'étais amené à changer de club, je préférerais un départ à l'étranger plutôt qu'un transfert au Bayern", a déclaré Werner à Bild.

Et d'enchaîner: "C'est simplement que le défi de jouer dans un autre championnat me séduirait plus que d'évoluer dans un autre club de la Bundesliga. Bien sûr, il faut aussi sentir que l'envie est réciproque". L'Allemand de 24 ans, sous contrat jusqu'en 2023, serait suivi par le FC Barcelone, Liverpool ou encore l'Inter.

Le championnat danois devrait reprendre le 29 mai

Le championnat danois de football, à l'arrêt depuis la mi-mars dernier en raison de la pandémie du nouveau coronavirus, devrait reprendre le 29 mai courant, avec un dépistage strict et régulier de tous les acteurs, a annoncé vendredi l'association des clubs.

"Nous avons toujours dit qu'il était crucial de terminer la saison en cours, mais seulement si cela peut être fait d'une manière raisonnée, qui ne met pas le système de santé à rude épreuve", a indiqué Claus Thomsen, le Directeur de l'association, cité dans un communiqué. Les matchs devraient se jouer à huis-clos.

Le club de Midtjylland, vainqueur de la ligue danoise en 2018 et actuellement en tête, a d'ores et déjà prévu de diffuser les rencontres sur des écrans géants devant le stade.

Cette reprise sera assortie d'un protocole sanitaire très strict, qui attend le feu vert des autorités sanitaires, auxquelles il a été soumis.

"Tous les acteurs (joueurs, entraîneurs et le personnel d'encadrement) seront testés avant le premier jour de match, et en continu, pendant tout le reste de la saison", a-t-il encore été précisé dans le communiqué.

Deux journées de la saison régulière doivent encore être disputées, avant un coup de sifflet final le 31 juillet.

En France et aux Pays-Bas, les championnats sont officiellement arrêtés, tandis que la reprise est évoquée dans d'autres pays comme l'Allemagne, l'Italie et l'Angleterre.

La MLS va autoriser les entraînements individuels dès le 6 mai

Le championnat nord-américain de football (MLS) a annoncé vendredi que les joueurs pourraient reprendre un entraînement individuel, à partir de mercredi 6 mai, dans les installations extérieures de leur club, si les directives locales et gouvernementales liées au coronavirus le permettent.

Cette décision, similaire à celle prise jeudi par la NBA qui va autoriser ses joueurs à effectuer des entraînements en solo dans les installations de leur franchise à partir de vendredi prochain, constitue un premier petit pas sur le chemin du retour à la compétition.

La saison de MLS a été suspendue après seulement deux journées mi-mars, en raison de la pandémie de Covid-19.

Comme les basketballers, les footballeurs feront leur séance sur la base du volontariat, jusqu'au nombre de quatre simultanément, chacun ayant sa portion de terrain.

Selon l'instance, le fait que les joueurs s'entraînent sur les installations et terrains de leurs clubs, permet à leurs dirigeants de contrôler cet environnement et de garantir que toutes les personnes impliquées adhèrent aux protocoles de distanciation sociale et de sécurité imposés par la MLS avec des experts médicaux.

Parmi les protocoles à respecter, les joueurs ne pourront pas accéder aux autres



installations de l'équipe telles que les gymnases, les vestiaires et autres salles d'entraînement, sauf autorisation donnée à ceux étant en rééducation ou devant soigner une blessure.

Les équipes devront restreindre l'accès des lieux au personnel essentiel unique-

ment, désinfecter tous les espaces d'entraînement et les équipements tels que les ballons, les plots ou les buts entre chaque séance.

Une vérification de la température de chaque joueur devra être opérée à son arrivée. Les équipes devront échelonner les arrivées et les dé-

parts des joueurs et du personnel et désigner des espaces de stationnement pour maintenir une distance maximale entre les véhicules.

Et les joueurs devront utiliser un kit de protection individuelle pour se rendre sur le terrain et en revenir depuis les parkings.

Un juge débouté les joueuses des Etats-Unis réclamant l'égalité salariale

Les joueuses de l'équipe des Etats-Unis de football, doubles championnes du monde en titre, ont été déboutées dans leur demande d'égalité salariale avec l'équipe masculine, vendredi par un juge fédéral.

Dans sa décision de 32 pages, le juge Gary Klausner de la Cour de district des Etats-Unis pour la Californie centrale à Los Angeles, saisi en référé, a rejeté l'argument de discrimination salariale des plaignantes.

Il a néanmoins renvoyé à un jugement ultérieur leurs griefs sur l'inégalité de traitement dans le logement, les voyages et d'autres domaines.

Un procès doit débiter le 16 juin.

En attendant, c'est un coup très dur encaissé par les joueuses de l'équipe nationale, dont la star de l'équipe et militante féministe Megan Rapinoe, qui luttaient pour leur cause depuis plusieurs années.

"Elles vont faire appel", a indiqué leur porte-parole Molly Levinson.

Dans son jugement, le juge explique que les plaignantes ont par le passé refusé un accord qui leur aurait permis

d'être payées équitablement avec les joueurs de l'équipe nationale masculine.

"L'historique des négociations entre les parties démontre que l'équipe féminine a rejeté une proposition pour être payée sur la même base salariale que l'équipe masculine, et qu'elle a renoncé à des primes plus élevées en guise d'avantages, parmi lesquels rémunération de base plus élevée et la garantie d'un plus grand nombre de joueuses sous contrat", a-t-il établi. "Nous sommes choquées et déçues de la décision d'aujourd'hui, mais nous n'abandonnerons pas notre travail acharné pour un salaire égal", a réagi Molly Levinson dans un communiqué.

"Nous avons confiance en notre dossier et sommes fermes dans notre engagement à faire en sorte que les filles et les femmes qui pratiquent ce sport ne soient pas considérées comme moins importantes simplement en raison de leur sexe", a-t-elle ajouté.

Les joueuses de l'équipe américaine, qui dominent le football mondial, ayant remporté quatre des huit Coupes du monde féminines, dont les deux dernières en 2015 et 2019, réclamaient un

arriéré de salaire de 66 millions de dollars en vertu de la loi sur l'égalité de rémunération.

SERIE A ITALIENNE (CORONAVIRUS) Les clubs veulent terminer la saison

L'assemblée de la Ligue italienne de football, s'est prononcée à l'unanimité en faveur d'une poursuite de la saison de la Serie A, suspendue depuis mi-mars en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), rapporte vendredi le quotidien Gazzetta dello Sport.

Réunis lors de l'assemblée de la Ligue, les clubs de Serie A ont réitéré leur volonté "unanime" de terminer la saison interrompue par la pandémie du Covid-19.

La même source précise que les dirigeants ont rappelé la nécessité de respecter rigoureusement un protocole médical, en collaboration avec le gouvernement.

Le ministre des Sports italien Vincenzo Spadafora a suggéré mercredi aux dirigeants des clubs de penser en priorité à la saison prochaine, en laissant entendre que son pays allait suivre la voie de la France qui a arrêté définitivement son championnat.

Aucune date n'a pour l'instant été fixée pour la reprise des compétitions, mais le gouvernement a autorisé les sportifs de haut niveau à renouer avec les entraînements collectifs à partir du 18 mai. L'Italie est le pays européen le plus endeuillé par le virus avec plus de 27.000 morts.

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE - TRANSFERT : Le Chilien Aranguiz prolonge avec Leverkusen jusqu'en 2023

Le milieu de terrain international chilien Charles Aranguiz a prolongé de trois ans son contrat avec le Bayer Leverkusen, auquel il est désormais lié jusqu'en 2023, a annoncé vendredi le club allemand.

"Je traverse une merveilleuse période ici et je vais tout faire pour que nous réalisons de grandes choses au cours

des trois prochaines années", a déclaré l'international chilien de 31 ans, dont le précédent contrat devait s'achever en juin prochain.

"Nous avons eu de nombreuses conversations intéressantes avec Charles ces dernières semaines, dont le souhait de rester correspondait totalement à ce que nous voulions.

Charles est un joueur très important pour notre équipe", complète le directeur sportif de Leverkusen Rudi Voller.

"Cette saison s'annonce bonne, si, comme espéré, elle peut bientôt reprendre", se projette Aranguiz, qui a disputé plus de 100 rencontres du championnat d'Allemagne, depuis son arrivée à Leverkusen en 2015, en provenance

de l'Internacional Porto Alegre au Brésil.

La Bundesliga est le grand championnat européen où le scénario de reprise post-confinement est le plus avancé, les ministres des sports des Länder estimant possible une reprise "mi-mai ou fin mai" et à huis clos, en accord avec les souhaits des clubs.

Une piste en MLS pour Diego Costa

Le buteur espagnol est toujours annoncé sur le départ pour le prochain mercato estival. Du côté de l'Atletico Madrid, on s'active en coulisses pour dénicher un attaquant. Plusieurs pistes ont été activées en vue de dénicher la perle rare. Cela devrait pousser Diego Costa vers la sortie. Diego Simeone ne semble pas compter sur l'international espagnol pour la saison prochaine. Sous contrat jusqu'en juin 2021 avec les Colchoneros, ce dernier aurait quelques pistes déjà pour la suite de sa carrière. Selon les dernières informations du quotidien Marca, la nouvelle franchise de David Beckham, le FC Miami Inter aurait approché l'entourage du buteur ibérique.



DIRECTION L'ANGLETERRE POUR HECTOR HERRERA ?

Arrivé l'été dernier en tant que joueur libre en provenance du FC Porto, le milieu de terrain Hector Herrera vit une saison difficile sous les couleurs de l'Atletico Madrid.

Peu utilisé par Diego Simeone où il est souvent sur le banc des remplaçants, l'international mexicain pourrait envisager un départ lors de la prochaine fenêtre des transferts.

Concernant son avenir, le joueur de 30 disposerait déjà d'une piste. Un club anglais serait prêt à l'accueillir. Selon The Independent, il s'agit de West Ham. Les Hammers qui suivaient déjà le Madrilène cet hiver, seraient toujours sur les rangs pour l'accueillir.

MARCELO : «JE NE VEUX PAS PARTIR»

Dans un live Instagram avec Fabio Cannavaro, l'ancien défenseur central de la Juventus et du Real Madrid, le Brésilien a été clair sur son avenir.

Moins utilisé cette saison (11 matchs de Liga), Marcelo, 31 ans, n'a pourtant pas l'intention de s'en aller : "Je ne veux pas partir et je ne crois pas que le Real me laissera le faire. Je suis très bien à Madrid depuis que je suis arrivé avec ma famille (en 2007). J'ai une histoire incroyable ici. (...) Cela semble une bonne chose que des équipes veulent de moi. Je ne sais pas si la Juve en fait partie. Mais cela fait deux ans que j'ai signé avec eux et que j'ai enfilé le maillot parce que je ne peux pas vivre sans Cristiano Ronaldo..." - Source: Topmercato.com - Article: <http://www.topmercato.com/219844,1/real-madrid-marcelo---je-ne-veux-pas-partir.html>



MUNICH PRÊT À LÂCHER ALABA !

Les dirigeants du Bayern Munich n'écartent pas la possibilité de vendre David Alaba en fin de saison. Joueur historique du Bayern Munich, David Alaba pourrait bien profiter du prochain mercato pour changer d'air. L'international autrichien a récemment ouvert la porte à un transfert et son nom est souvent évoqué du côté de Madrid. Et ses dirigeants semblent également prêts à le lâcher à Madrid. Sous contrat jusqu'en 2021, Alaba n'a pas prolongé son bail en Bavière et pour l'instant. Alors que le risque de le voir partir libre dans un an est bel et bien réel, Munich ne veut pas vivre un tel scénario. Les dirigeants du club allemand pourraient donc accepter une offre et être prêts pour leur latéral gauche.

LOVREN A DU MAL À RESTER MOTIVÉ

Dans un entretien à « Sportske Novosti », le défenseur central croate de Liverpool Dejan Lovren a témoigné de la difficulté mentale à rester focalisé sur la saison, pendant la pandémie de coronavirus. Alors que la Premier League pourrait reprendre, le défenseur central de Liverpool Dejan Lovren a détaillé la bataille mentale qu'il livre actuellement pour rester concentré sur la saison, malgré tous les efforts individuels qu'il fournit pour maintenir sa forme physique. « Ce n'est pas facile car nous sommes enfermés dans nos maisons depuis 46 jours maintenant. L'aspect psychologique est le plus difficile à maîtriser. Je m'entraîne autant que possible, je tape un peu le ballon avec mon fils sur notre pelouse, mais l'entraînement sans l'équipe est totalement différent. J'essaie de rester motivé de toutes les manières possibles », a déclaré l'international croate au quotidien Sportske Novosti. Pour rappel, Liverpool est sur le point de sceller son premier titre de champion depuis 1990, avec 25 points d'avance sur le deuxième Manchester City, qui a un match en moins. « J'ai perdu de la masse dans mes jambes parce qu'il n'y a pas de substitut à une séance d'entraînement en équipe de 90 minutes », s'inquiète aussi Lovren en vue d'une reprise.



MODRIĆ BIENTÔT À MIAMI ?

En perte de vitesse du côté du Real Madrid, le Ballon d'Or 2018 Luka Modric pourrait bientôt quitter le noyau madrilène. Et une « destination exotique » semble lui ouvrir ses portes...

L'heure du départ a-t-elle sonné pour Luka Modric ? Le Ballon d'Or 2018, à 34 ans, pourrait faire partie des joueurs placés sur la fameuse « liste noire » du Real Madrid. Cette liste comporterait le nom de plusieurs joueurs annoncés sur le départ, comme notamment Gareth Bale, James Rodriguez, Eder Militao, ou encore Marcelo. Grâce à cette opération dégraissage, le Real se garantirait les fonds pour effectuer un nouveau mercato ambifloux, tourné vers la jeunesse. La place de Luka Modric serait donc en danger, et ce dernier pourrait bientôt trouver une nouvelle chaussure à son pied... Ainsi, plusieurs options s'offrent à Modric, toujours attractif sur le marché des transferts. Pourtant, la destination la plus probable qui se profile semble pour le moins exotique : et si Modric partait en MLS ? La rumeur enfle ces derniers temps. Le club de David Beckham, l'Inter Miami, pourrait tenter de faire venir Modric et James Rodriguez lors du prochain mercato. Cependant, Luka Modric souhaiterait aller jusqu'au bout de son contrat du côté du Real Madrid, et pourrait se laisser tenter par une dernière expérience en Europe, alors que l'AC Milan et l'Inter semblent toujours très intéressés par le profil de l'international croate. Affaire à suivre sur le prochain mercato, alors que la question de l'avenir de Modric semble toujours se poser...



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général, responsable de la publication **Abdelmadjid CHERBAL**

Directeur de la rédaction **A. CHERBAL**

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

PRÉSIDENTENCE-MÉDIAS-ENTREVUE

Président Tebboune : "pas d'année blanche, l'examen du Baccalauréat maintenu"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'examen du baccalauréat pour l'année scolaire en cours "sera maintenu" et "il n'y aura pas d'année blanche", ajoutant que les mesures à prendre dans ce sens restent tributaires de l'évolution de la propagation du nouveau Coronavirus.

"Cette décision est tribunaire, en premier lieu, de l'évolution de la situation sanitaire", a souligné le Président de la République qui s'exprimait lors de son entrevue, diffusée jeudi, avec des responsables de médias nationaux, sur les mesures à prendre concernant les examens nationaux, suite à la suspension des cours dans le contexte de la pandémie de Covid-19), réaffirmant qu'il "n'y aura pas d'année blanche". Concernant l'examen du Baccalauréat, le Président Tebboune a souligné que "cet examen sera maintenu, mais en fonction des circonstances que traverse le pays", notant que "l'année scolaire prend généralement fin en juin, un délai que nous n'avons pas encore atteint". "Si les chiffres (concernant la propagation du Covid-19) venaient à baisser, nous pourrions envisager une solution. En revanche, si le scénario contraire se produisait, il y aura d'autres issues à prévoir, mais pas celle de l'année blanche et les élèves concourent aux épreuves sur les cours qui leur ont été dispensés", a-t-il dit. Le Président de la République a tenu à préciser qu'il n'interviendrait pas dans ces

mesures, qu'il s'agisse de la définition du seuil des cours ou d'autres solutions, précisant que "cette décision reviendra aux enseignants et aux responsables du secteur". Il a, dans ce sens, mis l'accent sur l'importance extrême de l'examen du Baccalauréat, étant un diplôme qui donne accès à l'Université, rassurant les candidats et leurs parents que les solutions envisageables seront à la portée des élèves "à qui nous ne ferons pas supporter plus qu'ils ne peuvent porter".

En réponse à une question sur les mesures d'apaisement qu'envisagent de prendre le Gouvernement à l'avenir au profit du front social afin d'éviter les perturbations sociales, le président de la République s'est engagé à veiller au règlement des problèmes sociaux, "une mission que je m'engage à accomplir de manière rationnelle", a-t-il ajouté, saluant la prise de conscience dont fait preuve le citoyen pour revendiquer ses droits.

Le Président Tebboune a évoqué les enseignants en particulier, promettant qu'il œuvrera à résoudre leurs problèmes liés aux salaires, aux statuts et autres, mais selon un



calendrier à arrêter graduellement.

Concernant le secteur de l'Enseignement supérieur, le Président de la République a salué l'esprit d'innovation chez les jeunes, lequel a éclaté en pleine crise de Coronavirus, se félicitant de "la richesse des cerveaux" dont dispose l'Algérie et qui lui permet de "créer de la richesse à partir de rien".

A ce propos, le Président de la République a appelé à accorder aux universitaires davantage de liberté, à même de mettre fin leur migration à l'étranger, soulignant que l'Algérie se dirige vers "une économie du Savoir".

"L'Algérie, pays fort de sa jeunesse, dispose de près de 100 centres universitaires qui forment entre 250.000 et 300.000 diplômés par an", s'est félicité M. Tebboune. Il a ajouté avoir instruit le ministre de l'Enseignement supérieur et de la

Recherche scientifique à l'effet de permettre aux étudiants universitaires de faire exploser leurs énergies en leur donnant plus de liberté, l'Université n'étant "pas un distributeur de diplômes, mais plutôt la base de tout développement". Dans ce contexte, le Président Tebboune a indiqué avoir autorisé chaque université à créer bureau d'études commercial qui traite avec son environnement économique, pour faire de l'Université un facteur d'influence direct sur l'économie". Exprimant son optimisme de pouvoir atteindre cet objectif, le président de la République a rassuré que "la situation n'est pas catastrophique", et la croissance économique tant escomptée sera concrétisée par la conjugaison des efforts avec l'Université, objectif qui, a-t-il dit, requiert l'apport d'"hommes d'affaires probes".

VISITE DE DJERAD À CONSTANTINE Appel à davantage de vigilance pour endiguer la propagation de la pandémie du Covid-19

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a appelé les citoyens, samedi depuis Constantine, à davantage de vigilance pour endiguer la propagation de la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19). "Un travail imposant est effectué par les staffs médicaux pour la prise en charge des patients atteints du Covid-19 et des moyens colossaux sont mobilisés par l'Etat pour appuyer les efforts des praticiens, et j'appelle le citoyen à prendre ses responsabilités et assumer son rôle dans la lutte contre le coronavirus", a précisé le Premier ministre lors de son passage sur les ondes de la radio de

Constantine. Relevez que dans le cadre de la coopération internationale, l'Algérie a pu acquérir d'importants lots d'équipements et produits médicaux", le Premier ministre a assuré que la lutte contre cette pandémie repose sur deux axes, le traitement et la prévention. Il a dans ce sens souligné que "l'implication efficace et effective du citoyen permet de préserver sa vie et celle de son environnement" et consolide les efforts pour sortir de cette crise sanitaire, mettra également en avant le rôle des médias dans la sensibilisation aux risques du coronavirus. M. Djerad qui

a évoqué la situation épidémiologique à Constantine, a indiqué que l'Etat à travers le ministère de la Santé se déploie pour circonscrire la propagation de la pandémie et renforcer en moyens matériels et logistiques les structures de la santé pour aplatiser la courbe de contamination. Il a ajouté que l'Etat œuvre, à partir de l'évaluation par les experts de la santé des bilans de la situation épidémiologique à "prendre les décisions qui s'imposent et à conforter le travail des différentes instances engagées dans la lutte contre la propagation du coronavirus".

"L'Etat s'engage à soutenir la recherche scientifique"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad a réitéré samedi à Constantine l'engagement de l'Etat à mettre à la disposition de la recherche scientifique les moyens nécessaires pour entretenir sa dynamique. "L'Etat soutient la recherche scientifique et valorise son adhésion avec force dans la lutte contre la propagation du coronavirus", a précisé le Premier ministre lors de son inspection de l'annexe de l'institut Pasteur, implantée au Centre de recherche en biotechnologie (CRBT), dans la circonscription administrative, Ali

Mendjeli. Il a, à cette occasion, mis en avant le rôle assumé par cette annexe, à vocation régionale, dans cette conjoncture sanitaire exceptionnelle et salué les efforts des chercheurs du CRBT traduits à travers des actions d'accompagnement dans la lutte contre le Covid-19. Depuis sa mise en service, le 25 mars dernier, l'annexe de l'institut Pasteur de Constantine a effectué 2.800 tests de dépistage du coronavirus, selon les données fournies par les responsables concernées.

Depuis sa mise en service, le 25 mars dernier, l'annexe de l'institut Pasteur de Constantine a effectué 2.800 tests de dépistage du coronavirus, selon les données fournies par les responsables concernées.

FÊTE DES TRAVAILLEURS

Belhimer adresse ses remerciements aux journalistes et travailleurs du secteur

Le ministre de la Communication, porte-parole du Gouvernement, Amar Belhimer a adressé vendredi ses "vifs remerciements" à l'ensemble des journalistes et travailleurs du secteur, pour les efforts fournis "dans l'accomplissement de la noble mission de diffusion de l'information, en cette conjoncture excep-

tionnelle que vit le pays, du fait de la propagation de la pandémie de Covid-19". Dans un message de vœux, à l'occasion de la Journée internationale des travailleurs célébrée le 1 mai, le ministre de la Communication a adressé ses "vœux les meilleurs aux journalistes, femmes et hommes, et aux travailleurs

du secteur de la Communication", leur souhaitant "une bonne et heureuse fête". "La célébration de cette Journée intervient cette année dans une conjoncture professionnelle exceptionnelle, imposée par la situation sanitaire. Je sais cette occasion pour réitérer mes vifs remerciements à tous les journalistes et tra-

vailleurs, pour les efforts fournis afin de poursuivre la noble mission de diffusion de l'information", a souligné le ministre. "Je prie Dieu Le Tout Puissant de guider nos pas au mieux des intérêts de notre pays, de nous prémunir contre toutes les maladies et pandémies, et préserver nos familles", a conclu M. Belhimer.

MDN

LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Reddition d'un terroriste aux autorités militaires à Tamanrasset

Dans le cadre de la lutte antiterroriste et grâce aux efforts des Forces de l'Armée Nationale Populaire, le terroriste dénommé «M.Taher» s'est rendu, le 01 mai 2020, aux autorités militaires de Tamanrasset en 6^e Région Militaire. Ce terroriste qui a rallié les groupes terroristes en 2016, était en possession d'un (01) pistolet mitrailleur de type Kalachnikov

et d'un (01) chargeur de munitions. Il convient de signaler que ledit terroriste est le frère du terroriste «M.Saya», abattu, le 18 novembre 2019, par un détachement de l'Armée Nationale Populaire dans la zone de Taoundate à Tin-Zaouatine, Secteur Opérationnel de Bordj Badji Mokhtar/6^e RM.

Dans le sillage des efforts continus visant à endiguer la propagation du fléau du narcotrafic dans notre pays, des éléments de la Gendarmerie Nationale ont saisi, à Naama en 2^e Région Militaire, une grande quantité de kif traité estimée à (862) kilogrammes, alors que d'autres éléments de la Gendarmerie Nationale et des Garde-frontières

ont saisi à Tlemcen et Sidi Belabès/2^e RM, (126.5) kilogrammes de la même substance. Dans le même contexte, un détachement de l'ANP en coordination avec les services de la Sûreté Nationale ont arrêté, à Batna /5^e RM, cinq (05) narcotrafiquants et saisi (31.5) kilogrammes de kif traité, une somme d'argent estimée à (29.973.000) DA et cinq

(05) téléphones portables. Tandis que des tentatives de contrebande d'une quantité de carburants s'élevant à (11812) litres, ont été déjouées à Souk-Ahras, El Taref et Tébessa /5^e RM. D'autre part, (17) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Naama/2^e RM.